

ESPRIT DEFENSE

Automne 2025

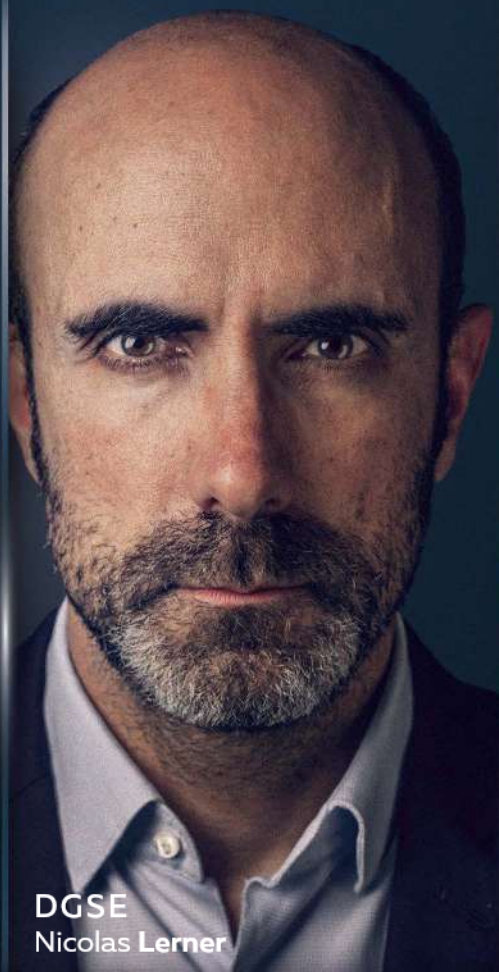
N°17

DÉCOUVRIR, SAVOIR, COMPRENDRE

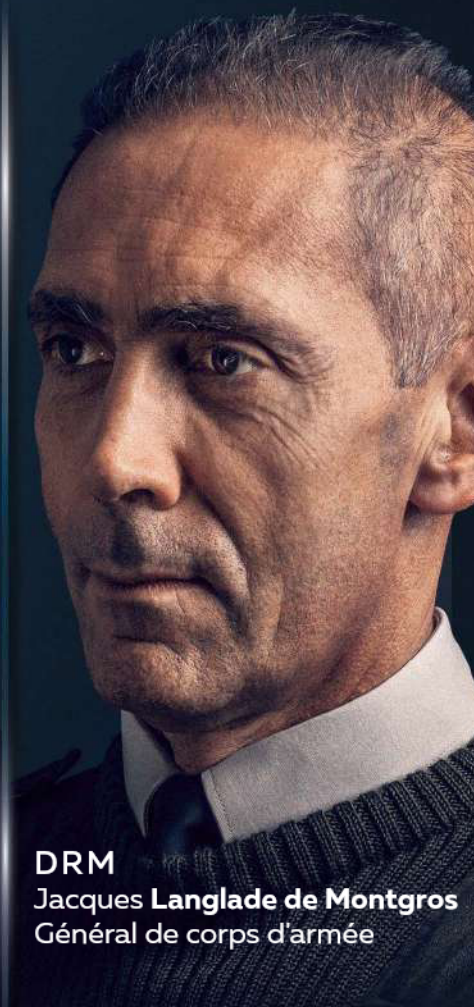
EN APARTÉ
Entretien
avec le général
Fabien Mandon,
chef d'état-major
des armées



DRSD
Aymeric **Bonnemaïson**
Général de corps d'armée



DGSE
Nicolas **Lerner**



DRM
Jacques **Langlade de Montgros**
Général de corps d'armée

AU CŒUR DU RENSEIGNEMENT

SANTÉ • PRÉVOYANCE
PRÉVENTION • ACTION SOCIALE
SOLUTIONS DU QUOTIDIEN



Bien plus
qu'une mutuelle

“BIEN PLUS QU'UNE MUTUELLE À MES CÔTÉS, UNE ALLIÉE DANS TOUTES LES ÉPREUVES”

Avec Unéo, sécurisez votre avenir,
quoi qu'il arrive.

Pour tout savoir sur les solutions mises
en place dans l'exercice de votre métier,
scannez ce QR code.



Document publicitaire. Crédit photo : Gildas Stock. Unéo, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, inscrit au répertoire SIRENE sous le numéro 501 390 081 et dont le siège social est situé 48 rue Barbès - 92544 Montrouge Cedex.

www.groupe-uneo.fr

Suivez-nous sur :





Édito

PAR OLIVIA PENICHO,
DIRECTRICE DE LA DÉLÉGATION À L'INFORMATION
ET À LA COMMUNICATION DE LA DÉFENSE

SE TENIR PRÊTS

« **N**ous devons être prêts à être testés durement dans les prochaines années. » Pour son premier entretien depuis sa prise de fonctions, le général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées depuis le 1^{er} septembre 2025, fixe le cap : les armées et, plus globalement, la société française doivent se tenir prêtes à affronter un monde plus dur, plus instable et plus violent pour défendre nos valeurs et protéger ce que nous sommes. Mais être prêts, c'est d'abord voir clair dans le brouillard stratégique.

Dans un monde où les menaces se multiplient et s'imbriquent, la première victoire est celle de la connaissance.

Comment les trois services de renseignement du ministère des Armées et des Anciens combattants – DGSE, DRM et DRSD – relèvent-ils le double défi de la dégradation du contexte stratégique mondial et de la révolution technologique, pour réduire l'incertitude, anticiper les crises et éclairer la décision politique et militaire ?

Notre grand dossier vous ouvre les portes de cet univers discret où se joue, chaque jour, la bataille de la lucidité.

Dans un monde instable, le renseignement est une clé de lecture essentielle. Sa mission n'est pas seulement de prévenir une attaque ; elle consiste à donner le sens caché des événements, à déceler les signaux faibles et à comprendre la direction de l'Histoire, pour que la France n'ait jamais à subir l'évolution du contexte stratégique.

Enfin, puisque le rôle du renseignement consiste à éclairer la décision et à préparer l'action, nous vous proposons également, avec ce dix-septième numéro d'*Esprit défense*, d'embarquer aux côtés de celles et ceux qui agissent chaque jour pour la France :

- dans les Ardennes, au cœur d'un exercice de haute intensité ;
- dans les Caraïbes, à bord d'une frégate traquant les *go fast* ;
- dans l'Arctique, où s'esquisse un nouveau front stratégique ;
- à la découverte du Commissariat au numérique de défense, symbole d'une transformation accélérée.

Se tenir prêts, voir clair et agir avec efficacité, c'est le triptyque de ce numéro et, plus largement, la boussole de nos armées dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Sommaire

6 || EN APARTÉ

« **Nous devons être prêts à être testés durement** dans les prochaines années »

Rencontre avec le général **Fabien Mandon**,
chef d'état-major des armées



12 || 24 H

Ardennes 25 : quand l'armée rejoue
la **guerre totale**



24

DOSSIER

AU CŒUR
du **RENSEIGNEMENT**

44 || MÉMOIRE VIVE

**Il y a 80 ans, le Japon signait
l'acte de reddition**



La bataille invisible du renseignementp. 26

ENTRETIENS

« **Pénétrer les structures adverses pour recueillir
du renseignement brut** », avec **Nicolas Lerner**, à la tête de la
Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) p. 32

« **Réduire l'incertitude dans un monde
de dissimulation** », avec le général **Jacques Langlade de Montgros**,
à la tête de la Direction du renseignement militaire (DRM) p. 34

« **Anticiper les menaces pour protéger notre
souveraineté nationale** », avec le général **Aymeric Bonnemaïson**,
à la tête de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense
(DRSD) p. 36

FOCUS

Intelligence artificielle, ingérences étrangères...Dans
les coulisses des agents du renseignement.....p. 38

REPORTAGE

**Guerre en Ukraine et exploitation du renseignement
militaire**p. 42

48 || ESPRIT D'ÉQUIPE

Mission **Narcops**

52 || LE JOUR OÙ

« **J'ai tiré sur un ballon** depuis
un Rafale »

Rencontre avec le lieutenant-colonel **Kévin**,
pilote d'essai sur Rafale

54 || DANS L'ACTU

L'Arctique : nouveau théâtre
de **compétition stratégique**

CND : des armées plus **efficaces**
et **réactives**

Innover pour les forces

62 || UN AUTRE REGARD

« **J'ai utilisé une couverture
d'écrivain pour continuer
à voyager** »

Rencontre avec **Vincent Crouzet**,
écrivain et ancien agent de la DGSE

64 || CULTURE



ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL D'ARMÉE AÉRIENNE
FABIEN MANDON, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Chef d'état-major des armées depuis le 1^{er} septembre 2025, le général Fabien Mandon expose à *Esprit défense* ses priorités, à l'heure de sa prise de fonctions : être prêt face à la menace russe, préparer la France à un monde plus dur et plus violent, et contribuer au renforcement de l'Europe de la défense. Entretien.

« *Nous devons être prêts à être testés durement dans les prochaines années* »

— Vous avez été nommé chef d'état-major des armées dans un contexte stratégique marqué par de multiples crises. Comment abordez-vous cette responsabilité et quelles sont, à court terme, vos priorités pour sécuriser la capacité opérationnelle des armées ?

Général Fabien Mandon : Je l'aborde avec humilité et gravité. Humilité d'abord, parce que je connais la valeur des femmes et des hommes – civils comme militaires, d'active ou de réserve — qui composent nos armées. Gravité ensuite, parce que je connais le prix des ordres que je peux donner : donner et recevoir la mort. Quand on sait cela, on ne prend aucune décision à la légère. Mes priorités, à court terme, s'articulent autour de trois grands axes. D'abord, nous devons

être prêts à être testés durement dans les prochaines années. Cela pourrait survenir d'ici trois à quatre ans, et, à ce moment-là, il faudra être capables d'opposer une résistance sérieuse. Si notre adversaire perçoit de la faiblesse, il poussera son avantage ; s'il a un doute, il tentera sa chance ; et si nous sommes forts, il renoncera ou ira ailleurs. Ensuite, changer d'échelle. Seuls, nous n'y arriverons pas. La bonne échelle, c'est l'Europe. Cela passera par le renforcement du pilier européen de l'Otan, mais aussi par des développements et des acquisitions en commun, pour éviter de disperser notre énergie et nos moyens. Pour y arriver, il faut aussi se désensibiliser des États-Unis qui, d'ailleurs, nous le demandent.

Enfin, les armées doivent contribuer, à leur niveau, à la résilience et à la consolidation des forces morales de

la Nation. Nous avons des atouts : nos réservistes et l'habitude de former des jeunes. Pour la jeunesse, nous pouvons jouer un rôle de forge, à la hauteur de la taille de nos armées. Nous avons aussi un devoir d'explication, car nous sommes conscients de la menace, ce qui est parfois moins le cas de nos concitoyens.

— **Dans ce contexte où la Russie est présentée comme la principale menace pour la France et l'Europe, à quel « scénario du pire » les armées françaises se préparent-elles aujourd'hui ?**

Si la Russie constitue une menace majeure, elle n'est pas la seule et il ne faut pas non plus ignorer les autres. Ensuite, face à la Russie, il ne faut ni sous-estimer, ni surestimer la menace ; il faut être lucides. Les Baltes et les Scandinaves nous répètent que la Russie ne comprend que la force, et je pense que nous devons les écouter.

Dans ce cadre, ce que l'on peut appeler le scénario du pire, c'est un test de la Russie d'ici trois à quatre ans, une fois qu'elle ne se sentira plus redevable des promesses faites à Donald Trump et qu'elle disposera d'un outil de défense régénéré – ou, au moins, suffisamment régénéré – grâce à une économie aujourd'hui principalement tournée vers la guerre. Face à ce test, il faudra être prêts, déterminés et crédibles pour y opposer de la résistance. Cela signifie poursuivre un effort de cohérence et de soutenabilité des équipements : remontée en puissance dans le domaine logistique, renforcement du soutien santé, constitution de stocks de munitions, accroissement de la capacité de feu... Mais cela implique aussi de consolider les forces morales pour tenir dans la durée.

— **Actuellement, les incursions de drones russes dans l'espace aérien de l'Otan font la une des journaux. Est-ce le début de ce que vous évoquez, lorsque vous parlez de la nécessité d'être prêts à être testés durement ?**

Je ne pense pas que ce soit le début, mais plutôt la confirmation d'une évolution. La Russie mène depuis plusieurs années de véritables manœuvres de déstabilisation, notamment par la désinformation, en entretenant des peurs pour influencer l'opinion publique dans un sens qui lui est favorable.

- **1969** : naissance à Montmorency (Val-d'Oise)
- **1990** : entrée à l'École de l'Air
- **1994** : pilote de chasse
- **2005** : commandant de l'escadron de chasse 2/3 Champagne
- **2020** : chef du cabinet militaire de la ministre des Armées
- **2023** : chef de l'État-major particulier du Président de la République
- **2025** : chef d'état-major des armées

Quand elle diffuse une fausse information sur les punaises de lit ou que, à la veille des Jeux olympiques, apparaissent dans les rues de Paris des *tags* disant « Attention, vous marchez sous des balcons qui risquent de s'effondrer », elle ne fait rien de militaire. Mais elle contribue à entretenir une vision sombre de notre société – insécurité, défiance, inquiétude – qui fragilise nos démocraties.

On l'a vu aussi en Roumanie, où elle a cherché à influencer très fortement le choix d'un Président, dans un pays pourtant membre de l'Union européenne et de l'Otan.

La Russie prépare ainsi un terrain psychologique et politique qui lui est favorable. Ce qui s'est passé récemment aux frontières est des pays de l'Otan est d'un autre niveau de gravité : pour la première fois, un avion de combat néerlandais a abattu des drones russes tirés vers l'Ukraine, mais qui ont poursuivi leur trajectoire jusqu'à la Pologne. Le lendemain, un incident similaire s'est produit en Roumanie, tandis que des appareils russes pénétraient l'espace aérien estonien.

Pris individuellement, ces événements peuvent sembler accidentels. Mais, qu'ils soient intentionnels ou non, ils traduisent une prise de risques délibérée de la part de la Russie, dans un contexte de fortes tensions. Aujourd'hui, elle multiplie les signaux inquiétants : elle poursuit son projet de guerre, malgré toutes les offres de négociation.

Volodymyr Zelensky s'est montré très clair sur sa volonté d'ouvrir des discussions, mais Vladimir Poutine continue son projet de guerre. Ce n'est pas la première fois, et ce ne sera peut-être pas la dernière. →

Ma responsabilité, c'est d'être prêt à cette « prochaine fois », et d'assurer, sans faille, la protection des Français.

— **Face à une Russie assez décomplexée dans ses provocations, qui ne comprend que la force, ne faudrait-il pas adopter une posture plus offensive ?**

Pour moi, c'est d'abord une question d'état d'esprit. Nous avons la chance de vivre en paix depuis des décennies, et je pense que c'est l'une des plus belles victoires du projet européen, malgré ses imperfections. Mais, en vivant depuis si longtemps en paix, nous avons du mal à prendre pleinement conscience des dangers qui nous entourent et de la dureté de certains acteurs. Les Russes, eux, ne connaissent pas la paix : ils sont en guerre en Ukraine depuis des années, et ils sont prêts à la poursuivre. Au-delà de la Russie, regardez Gaza et le niveau de violence qui y règne ; nous vivons en Europe dans une enclave de paix. Naturellement, quand on est habitué à la paix, on n'a pas envie de la guerre – moi non plus, je ne la souhaite pas et je ferai tout pour l'éviter.

Pour autant, il arrive un moment où, face à des acteurs qui ne raisonnent que par le rapport de force, il faut savoir montrer que nous savons nous défendre. C'est, à mes yeux, le défi principal : prouver que nous sommes disposés à employer la force si nécessaire pour défendre nos valeurs. Nos adversaires doivent percevoir notre détermination, et cette détermination se traduit plus par des actes que par des paroles.

Et en ce sens, la question est simple : condamner suffit-il à faire comprendre à Vladimir Poutine que nous ferons respecter notre souveraineté et que nous protégerons nos concitoyens ? Je crois que non. Il nous faut conserver une certaine ambiguïté stratégique et, sur le plan militaire, il ne faut écarter aucune option de réponse. Quand un appareil russe pénètre dans l'espace aérien d'un pays de l'Otan, il se met en danger, et il le sait. Ma mission, c'est de faire respecter la souveraineté de la France. Si un appareil militaire entrait dans notre espace aérien, mon devoir serait d'apporter la réponse adaptée ; cela peut aller d'une simple mesure de levée de doute, s'il s'agit d'un appareil en difficulté, jusqu'à l'interception ou à la neutralisation, s'il s'avérait être dans une posture offensive.

Adresse à l'équipage d'une frégate multimission en Méditerranée centrale, en septembre 2025.





Le général Fabien Mandon, lors d'une rencontre bilatérale à Madrid, en octobre 2025.

— **Comment préparer nos sociétés à la réalité de la menace sans tétaniser la population ?**

La première étape, c'est de rester lucide.

Le renseignement et l'information doivent éclairer la réalité de notre environnement, sans passion ni excès. Les faits sont clairs : la Russie constitue aujourd'hui un problème de sécurité pour notre continent – elle a agressé l'Ukraine, refuse la négociation, se réarme rapidement et mène des actions hostiles, y compris sur nos territoires. Il ne s'agit pas d'affoler nos concitoyens : nos pays sont solides et nos armées sont une référence.

En revanche, il faut accepter collectivement qu'un monde où certains cherchent à imposer la loi du plus fort nous oblige à être prêts à défendre nos valeurs – et parfois à recourir à la force pour protéger ce que nous sommes.

— **Depuis 2022, on parle beaucoup des « forces morales ». Aujourd'hui, ce sujet se cristallise autour du rôle de la jeunesse. Pourquoi, selon vous ?**



*La force morale,
c'est aussi aider
cette génération
à regarder
le monde en face*

J'ai une immense confiance dans la jeunesse.

Dans les armées, je vois des jeunes qui s'interrogent, posent des questions et s'engagent. Certains

avaient commencé une autre carrière, puis, à la lumière d'événements comme les attentats terroristes ou la guerre en Ukraine, ont poussé la porte des armées parce qu'ils estiment important de défendre leur pays. À nous de les soutenir – développer la réserve et les dispositifs dédiés à la jeunesse. La force morale, c'est aussi aider cette génération à regarder le monde en face. Et, contrairement

aux idées reçues, la jeunesse ne manque pas de force morale : elle s'engage, c'est un vrai motif d'espoir.

Face à ces défis, il est important de rappeler que les jeunes ne sont pas seuls. Ils doivent pouvoir compter sur la transmission léguée par nos anciens et s'appuyer sur leur exemple. En fait, l'importance des forces morales concerne toutes les générations. Ceux qui auront à prendre des décisions, parfois lourdes de conséquences, et qui devront les assumer, ce ne sont





Dans le bureau du chef d'état-major des armées, lors de l'entretien avec *Esprit défense*, en octobre 2025.

pas forcément des jeunes. Et pour cela aussi, il faut des forces morales.

— **Après avoir évoqué le flanc est et la menace clairement identifiée que représente la Russie, regardons le flanc sud. Dans une zone marquée par la multiplication des crises et l'enchevêtrement des acteurs, comment caractérisez-vous les menaces auxquelles la France est confrontée, et quelle logique guide aujourd'hui l'action de nos forces armées dans cette région ?**

Le flanc sud n'est pas un bloc homogène. Il rassemble une grande diversité de zones et chacune est traversée par ses propres dynamiques. Je distingue néanmoins trois blocs principaux : la Méditerranée, l'Afrique et le Proche et Moyen-Orient.

En Méditerranée, nous faisons face à une dynamique

de contestation croissante, y compris à proximité immédiate de nos côtes. Cette situation appelle à renforcer nos coopérations régionales. Nous pouvons nous appuyer sur des partenariats solides.

En Afrique, nous pouvons nous appuyer sur une relation historique profonde. Mais le continent est aujourd'hui traversé par un vaste mouvement de contestation, porté par sa jeunesse, qui remet en question certains fondements structurels qui ne correspondent plus à leurs attentes. Nous devons l'entendre. L'Afrique est un continent voisin, nos liens sont forts et nous avons beaucoup d'intérêts communs. Sa vitalité et son potentiel sont extraordinaires. Pour l'accompagner, il fallait revoir notre approche. C'est ce que la France a entrepris courageusement... Coopérer différemment avec nos partenaires africains n'est pas un slogan, mais un virage nécessaire. À l'avenir, nos partenariats devront

s'élargir à d'autres domaines – éducation, sport, industrie – car la coopération militaire ne peut plus être, à elle seule, le principal levier de notre relation. Cela ne signifie pas que nous nous désintéressons du continent, bien au contraire : l'Afrique reste un partenaire fondamental. Je note d'ailleurs qu'elle demeure un espace majeur de compétition entre puissances.

Enfin, au Proche et Moyen-Orient, l'instabilité demeure profonde. Notre responsabilité est d'être à la hauteur de nos engagements, tout en agissant là où nous pouvons réellement peser. Dans cette région, nous restons aux côtés de nos partenaires, en gardant à l'esprit que les solutions durables viendront d'abord de la région elle-même.

La logique qui guide notre action repose sur un principe de réalité : défendre la France et les Français, tout en donnant à nos alliés et partenaires la preuve qu'ils peuvent compter sur nous. Cela passe par des partenariats solides et par le respect scrupuleux de la parole donnée – ce qui fait de nous un partenaire fiable.

— **Pour conclure ce panorama du contexte stratégique, tournons-nous vers l'Indopacifique, qui est à la fois le théâtre de la compétition mondiale la plus structurante entre la Chine et les États-Unis, et un enjeu lointain pour la majorité de nos concitoyens. Comment protéger notre souveraineté et nos intérêts dans cette région si lointaine ?**

Nous avons pleinement intégré cette réalité dans notre modèle d'armée et de défense nationale, et elle a été mise à l'épreuve très récemment. Regardez la Nouvelle-Calédonie et la crise qu'elle a traversée : les armées ont immédiatement permis le déploiement de groupements de Gendarmerie sur place, qui constituaient la réponse adaptée à la situation. À Mayotte, après le passage du cyclone Chido, nos marins ont cartographié en urgence l'approche

maritime des ports, encombrée d'épaves, afin de permettre le retour des navires de ravitaillement transportant eau, nourriture et matériel de secours. Dans le même temps, nos légionnaires ont débarrassé les axes routiers pour rétablir la circulation et permettre à la population d'être à nouveau approvisionnée en biens essentiels. Les communications ont été rétablies, un pont aérien a été mis en place. Dès les premières heures, les armées ont répondu présent pour venir en aide aux habitants de Mayotte, qui venaient de traverser une épreuve terrible.

Ces deux exemples illustrent bien que, pour nous, les territoires de Polynésie, de Nouvelle-Calédonie, de La Réunion ou de Mayotte font pleinement partie de nos missions quotidiennes. Au sein de nos forces, on croise partout des Polynésiens, des Calédoniens, des Réunionnais – c'est la France. Elle n'est pas toujours

visible au journal de 20 heures ou sur la carte météo, mais, pour nous, militaires, la France, c'est l'ensemble de ces territoires. L'Indopacifique, c'est plus d'un million et demi de nos concitoyens et plus de 7 000 militaires déployés en permanence. C'est une réalité opérationnelle.

Nous disposons dans la région de bases ainsi que de moyens maritimes, aériens

et terrestres de tout type, qui garantissent le respect de notre souveraineté, notamment sur nos immenses zones économiques exclusives. Ce sont des espaces riches, convoités – en particulier pour leurs ressources halieutiques – par des acteurs extérieurs, souvent venus de pays qui n'ont plus les moyens de protéger ou d'exploiter durablement leurs propres zones.

Les armées jouent un rôle essentiel pour y faire respecter le droit et défendre nos intérêts.

Et la tendance est claire : nous renforçons notre présence dans ces territoires et dans l'ensemble de l'espace indopacifique, parce que c'est un enjeu stratégique majeur pour la France et un enjeu de souveraineté.



Notre responsabilité est d'être à la hauteur de nos engagements



— **Face à la dégradation du contexte international et à l'imprévisibilité croissante des États-Unis, l'Europe ne doit-elle pas repenser sa politique de défense pour assurer elle-même sa sécurité ?**

Non seulement il le faut, mais c'est déjà une réalité quotidienne. Aujourd'hui, le niveau de crises ouvertes, dans tous les domaines, est tel que la bonne échelle de réponse, c'est l'Europe. Aucun pays européen, pris isolément, ne pèse suffisamment pour affronter l'ensemble des défis.

Les Européens partagent les mêmes valeurs – avec leurs nuances et leur Histoire – mais ils ont un projet commun et une puissance économique réelle. Regardez nos jeunes ; pour eux, l'Europe est une évidence. Voyager, étudier, travailler en Espagne, en Italie ou en Allemagne, c'est devenu naturel, là où cela ne l'était pas il y a quarante ans. Je souhaite que l'Europe devienne pleinement souveraine dans le domaine de la défense : qu'elle maîtrise son destin, qu'elle soit capable de protéger ses intérêts et ses citoyens, sans dépendre systématiquement d'une autre puissance dont les priorités peuvent diverger. Nous devons d'abord apprendre à compter sur nous-mêmes avant de demander de l'aide. C'est un immense chantier, mais il est nécessaire. Les États-Unis restent un allié majeur. Mais ils attendent depuis longtemps que nous prenions davantage nos responsabilités, car ils ont leurs propres défis à relever, notamment face à la montée en puissance de la Chine. Le jour où ils devront redéployer une partie de leurs moyens vers l'Indopacifique, il faudra que nous soyons capables d'assurer seuls notre sécurité en Europe. Nous n'y sommes pas encore, mais nous allons y parvenir rapidement.

— **Dans quelle temporalité ?**

Ce n'est pas qu'une question de temps, c'est avant tout une question de volonté. Les défis évoluent, le contexte change, mais la clé, c'est la volonté collective. Souvenez-vous de la crise de la Covid : nous avons découvert que nous dépendions de masques fabriqués en Chine et, très vite, des entreprises françaises se sont mises à en produire. Dans le domaine de la défense, c'est la même logique. Beaucoup continuent

d'acheter à l'étranger, hors d'Europe, alors même que nous disposons sur notre continent de véritables champions industriels, ainsi que de *start-up* qui proposent des solutions innovantes. Nous avons donc tout pour réussir. Ce qui fera la différence, c'est la volonté de le faire entre Européens, de ne plus systématiquement nous en remettre à d'autres. C'est possible – et, en tout cas, moi, je travaillerai dans ce sens-là.

— **Votre parcours vous a conduit des escadrons de chasse jusqu'aux plus hautes fonctions politico-militaires, avec le poste de chef d'état-major des armées. Parvenez-vous, dans l'exercice de ces lourdes responsabilités, à préserver une vie personnelle et des activités en dehors des enjeux sécuritaires ?**

C'est à la fois fondamental et difficile. Je suis très attentif à ce que nos soldats, marins, aviateurs et notre personnel civil puissent avoir une vie équilibrée. La vie de famille, les passions, les loisirs, les engagements en dehors du service, tout cela est essentiel et doit être entretenu. Je ne demande pas aux militaires et aux civils des armées de sacrifier leur vie personnelle pour tout consacrer à leur métier. Je leur demanderai cet effort le jour où ils devront se battre, car nous sommes l'ultime recours. Mais dans la vie quotidienne, cela ne se justifie pas. Il faut préserver les équilibres. Et, bien sûr, c'est compliqué, parce que le niveau d'enjeux et de risques est tel, qu'il faut couvrir beaucoup de champs, être présents sur de nombreux fronts. Cela demande du temps, et ma responsabilité m'oblige. Les citoyens font des efforts immenses pour leur défense. C'est donc normal que je fasse, moi, le double d'efforts pour leur apporter les bonnes réponses.

◆ **Recueilli par Alexis Monchovet
et Marc Fernandez**

PepPsy & CNMSS

l'appli qui soutient le moral des militaires et des familles

Déploiement, retour de mission, mutation, éloignement... Le quotidien militaire peut fragiliser les équilibres personnels et familiaux.

Consciente de ces enjeux, la sécurité sociale des militaires propose à ses assurés un nouvel outil de prévention en santé :

l'application PepPsy & CNMSS.

Développée avec le soutien d'experts en psychologie, l'application s'appuie sur des techniques éprouvées : psychologie positive, méditation, cohérence cardiaque, EMDR...

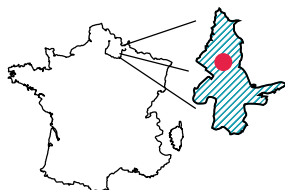
PepPsy & CNMSS, c'est un engagement et un objectif clairs : renforcer la résilience de la communauté militaire, améliorer l'équilibre vie professionnelle - vie personnelle, réduire les ruptures de parcours tout en favorisant une meilleure condition opérationnelle.

Disponible sur le compte CNMSS,
l'application est gratuite et sécurisée.



cnmss.fr





CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
Ardennes

Pendant quatre jours, les Ardennes ont servi de décor à un scénario de guerre grandeur nature. Six cents militaires français et belges se sont entraînés à la haute intensité, dans le cadre du partenariat CaMo¹. Immersion.

ARDENNES 25: quand l'armée rejoue la GUERRE TOTALE

Texte : **Kévin Savornin**
Photos : **SCH Christian Hamilcaro**

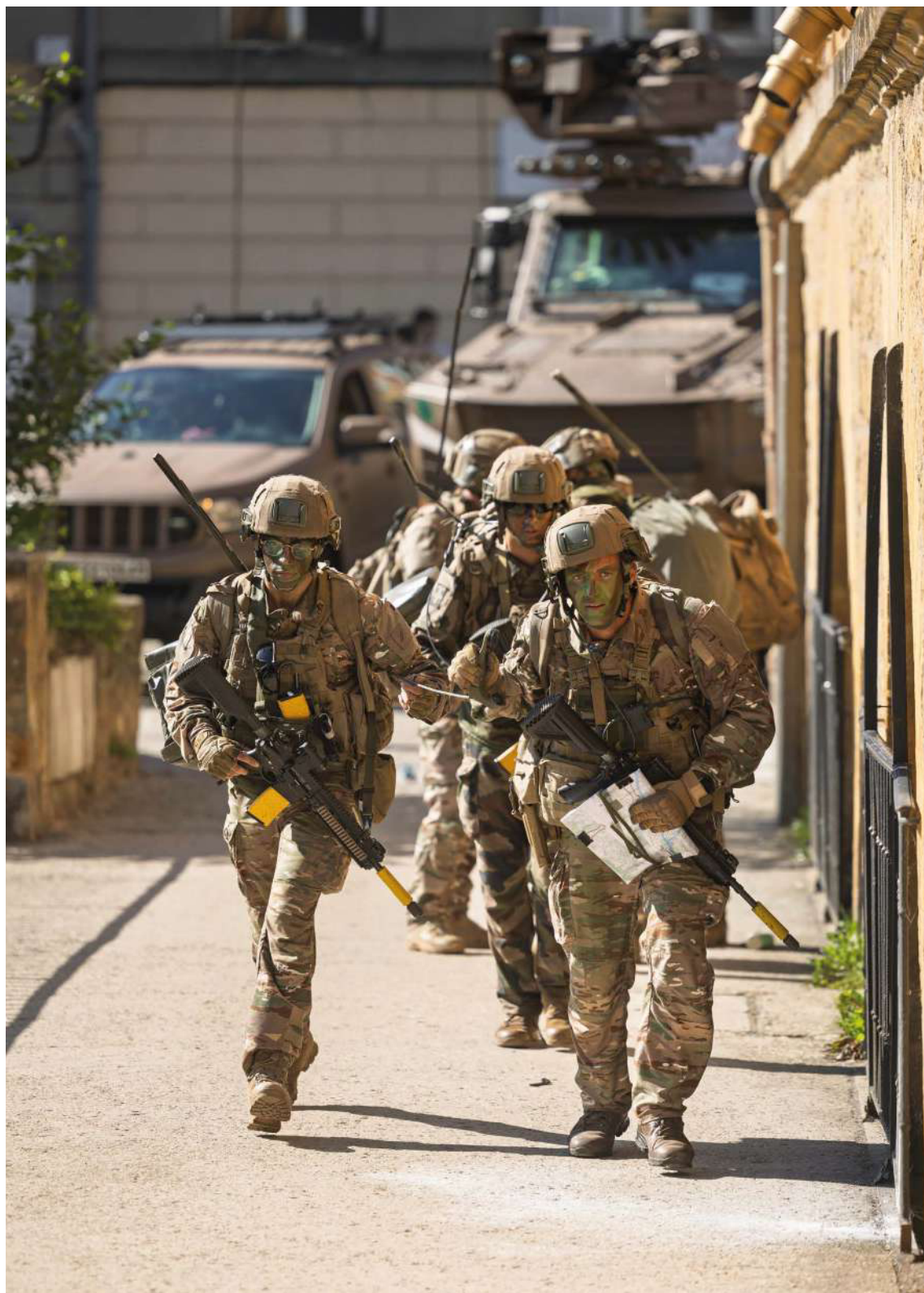
Charleville-Mézières, début septembre. Les habitants voient surgir blindés, sapeurs et fantassins place Ducale, tandis qu'un hélicoptère rase les toits. Dans les forêts alentour, des tranchées sont creusées, des franchissements assurés, des évacuations médicales simulées sous le feu. Nom de code : *Ardennes 25*.

Derrière ces images spectaculaires, un scénario : l'État fictif Minos a envahi son voisin Anthracite. Une coalition franco-belge, baptisée Sambre et Meuse, se prépare à reprendre le territoire occupé. Sabotages, guérilla, manœuvres blindées... Tout est pensé pour recréer la complexité d'un conflit moderne face à un ennemi de même niveau.

Au cœur de l'exercice, le partenariat CaMo unit les armées française et belge autour d'équipements et d'entraînements communs. Sur le terrain, 600 soldats, 150 véhicules et trois hélicoptères ont enchaîné combats urbains et manœuvres interarmes.

Résultat : quatre jours intenses, qui sonnent comme la répétition générale d'une guerre que tous espèrent éviter, mais pour laquelle les armées se préparent. ■

¹ Le programme *Capacité motorisée* est un partenariat militaire franco-belge.



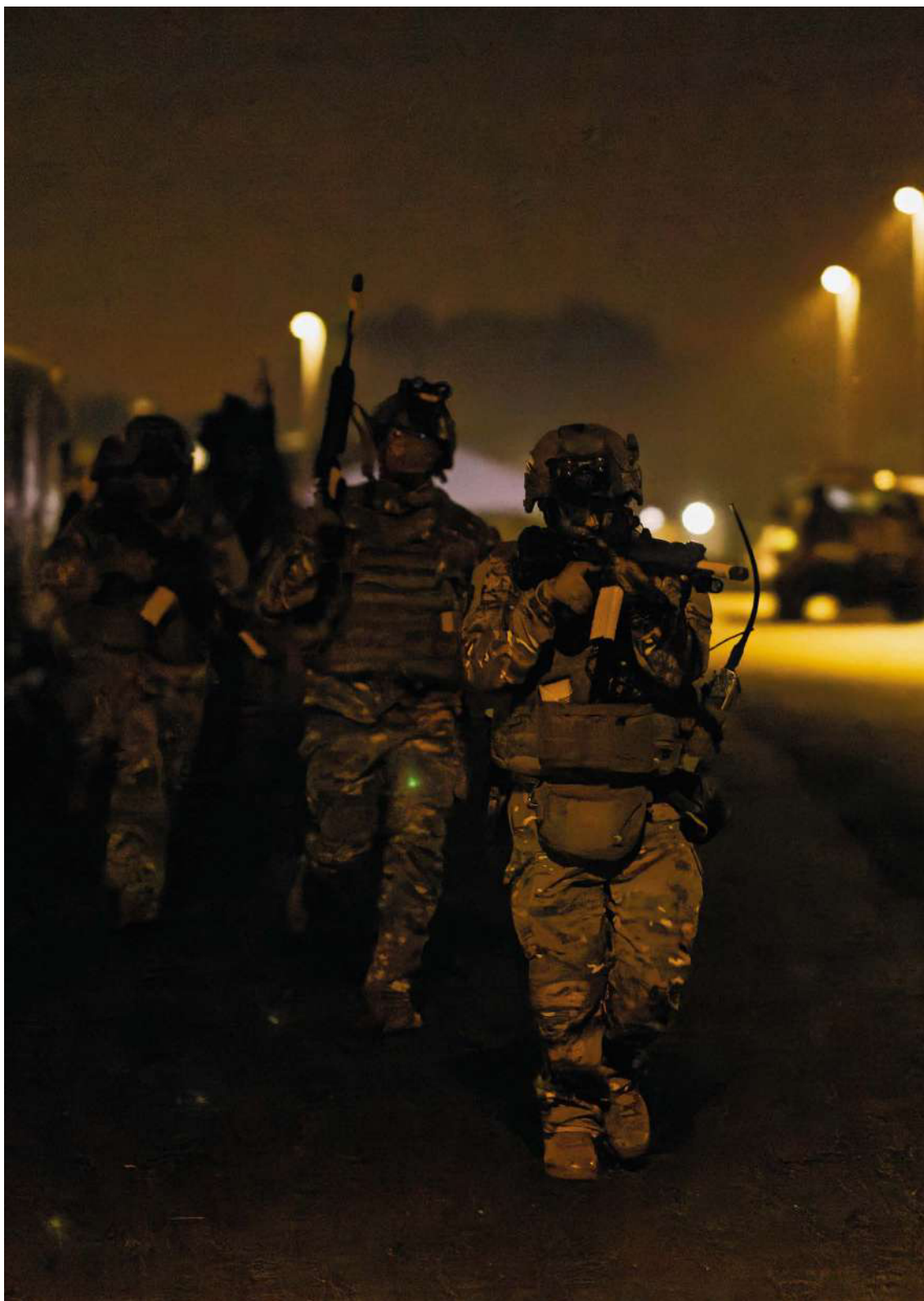
Dans les ruelles de Charleville, les fantassins avancent en rasant les murs, fusils en main, visages camouflés. Derrière, le Griffon couvre la progression comme une ombre de métal. Chaque avancée est millimétrée : ici, la ville est devenue un champ de bataille.

Dans la tranchée,
la colonne avance.
Les visages sont
contractés.
Le souffle est court.
Les fumigènes
recouvrent la scène
d'un voile gris, entre
guerre des tranchées
et conflit du futur.
Ici, chaque seconde
d'attente semble une
éternité.



Un sapeur neutralise
un engin explosif
artisanal (appelé
IED en anglais, pour
*Improvised Explosive
Device*). À ses côtés,
le robot se tient prêt
à prendre le relais
en cas de besoin.





Dans la nuit ardennaise, les fantassins avancent en silence, l'arme au poing. Les lampadaires brouillent la vision, chaque ombre devient suspecte. L'exercice pousse les sections à tenir malgré la fatigue et la tension permanente.

Les sapeurs français déploient un pont flottant pour permettre le franchissement de la Meuse par les blindés. En mission de couverture, les sapeurs belges, depuis leurs bateaux de combat, sécurisent les rives.





Masque plaqué sur le visage, un soldat du 2^e régiment de dragons scrute la surface du blindé à la recherche de traces de contamination. Ici, l'ennemi est invisible – chimique ou biologique. La guerre totale, c'est aussi apprendre à se battre contre ce que nous ne voyons pas.



Un binôme cynotechnique se coordonne avec un sapeur belge. En situation de guerre urbaine, l'odorat du chien sert à détecter les explosifs et les signes caractéristiques d'une embuscade.





Au cœur de la ville, blindés et fantassins avancent de concert. Le chien, équipé d'un casque antibruit, suit, museau tendu.

Aux côtés des Français, les sapeurs belges rejouent la guerre totale : chaque carrefour est le théâtre d'une embuscade, chaque façade peut cacher une menace.



Pourquoi appelle-t-on « sapeurs » les soldats du génie ?

Le mot vient du verbe « saper », qui signifie creuser, miner. Au Moyen Âge, les soldats du génie creusaient des galeries sous les fortifications ennemies pour les faire s'effondrer. Aujourd'hui, les sapeurs n'attaquent plus les murailles, mais ils restent les spécialistes des passages difficiles pour dégager un chemin, construire un pont ou neutraliser un piège explosif. Toujours dans l'ombre, toujours en première ligne.



Au détour d'une rue, une colonne d'assaut est prise à partie. Le chien suit, ses sens en alerte. La ville, d'ordinaire calme, se transforme en théâtre de guerre, le tout sous le regard interloqué des habitants.





DOSSIER

AU CŒUR du RENSEIGNEMENT

Dans un monde en ébullition,
le renseignement français s'adapte
pour anticiper les crises.
Entre guerre hybride,
cybermenaces et rivalités
géopolitiques, les trois services
du ministère des Armées et des
Anciens combattants – DGSE, DRM
et DRSD – unissent leurs forces
pour protéger la France.
Plongée au cœur
des services secrets.

La bataille invisible du renseignement p. 26

ENTRETIENS

« **Pénétrer les structures adverses** pour recueillir
du renseignement brut », avec **Nicolas Lerner**, à la tête de la Direction
générale de la sécurité extérieure (DGSE) p. 32

« Réduire l'incertitude **dans un monde de dissimulation** »,
avec le général **Jacques Langlade de Montgros**, à la tête de la Direction
du renseignement militaire (DRM). p. 34

« Anticiper les menaces pour **protéger notre souveraineté
nationale** », avec le général **Aymeric Bonnemaïson**, à la tête de la Direction
du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) p. 36

FOCUS

Intelligence artificielle, ingérences étrangères...

Dans les coulisses des agents du renseignement p. 38

REPORTAGE

Guerre en Ukraine et exploitation du **renseignement
militaire** p. 42



La lutte contre le terrorisme est une mission commune aux trois services de renseignement. Ce dernier permet de soutenir les militaires sur le terrain.

La **BATAILLE** invisible du **RENSEIGNEMENT**

Par **Laura Garrigou**

Dans un monde où les menaces se multiplient et se juxtaposent, la première victoire est celle de la connaissance. Comment les trois services de renseignement du ministère des Armées et des Anciens combattants relèvent-ils le double défi de la dégradation du contexte stratégique mondial et de la révolution technologique ? Trois services, trois missions, mais une même finalité : doter la France de la connaissance nécessaire pour se protéger.

Guerre en Ukraine, embrasement au Proche-Orient, ambitions militaires de la Chine... Au-delà de ces foyers de violence, la conflictualité déborde des champs de bataille traditionnels. L'hybridité devient le nouveau visage de la guerre. Une guerre qui

se mène sans chars d'assaut ni missiles, mais dont les effets peuvent nous affaiblir, sans même déclencher de conflit ouvert.

Dans ce monde instable, le renseignement devient plus qu'un atout, c'est un facteur clé de la victoire. Il résulte

de la collecte, de la fusion et de l'analyse d'informations destinées à réduire l'incertitude et à éclairer la décision militaire ou politique. Le renseignement permet de déceler les signaux faibles - ces indices subtils annonciateurs de crises - afin que la France puisse agir en amont de celles-ci et ne jamais les subir.

Trop d'informations tue l'information

Le renseignement a toujours été vital. Il traverse aujourd'hui une révolution technologique. Satellites, drones, radars, interceptions électromagnétiques, données ouvertes... Chaque centimètre carré du champ de bataille est scruté en permanence, presque transparent. Jamais les armées n'ont eu autant de données brutes à traiter. Cette masse exponentielle d'informations dépasse la capacité humaine de traitement.

Le renseignement n'est pas seulement l'art de collecter : il est aussi l'art de hiérarchiser, de recouper, d'interpréter et de contextualiser en temps réel. Si les moyens techniques révèlent l'empreinte des forces¹, ils ne comprennent pas les intentions des compétiteurs. Le brouillard de la guerre n'a pas disparu, il s'est déplacé.

Dans ce contexte, la *Revue nationale stratégique 2025* fixe l'objectif suivant : garantir à la France une autonomie d'appréciation et une souveraineté décisionnelle. Cela passe par des services de renseignement modernisés, intégrés et performants. Voici lesquels.

Dans l'ombre, la lumière se forge

Service secret par excellence, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) évoque immanquablement le célèbre *Bureau des légendes*². Ses agents sous couverture - les clandestins - traversent les frontières, infiltrent des milieux fermés pour collecter des informations ou pour recruter des sources. Double identité, manipulation... Leur figure alimente les fantasmes. Pourtant, ils ne sont qu'une facette d'un dispositif beaucoup plus vaste. Lutte contre le terrorisme et la prolifération d'armement, entrave des tentatives d'ingérence étrangères, cyberdéfense : les femmes et les hommes de la DGSE observent, anticipent, analysent. Leur mission ? Comprendre les dynamiques géopolitiques, prévenir les

ruptures stratégiques et éclairer, en toute discrétion, la décision politique (voir page 32).

L'analyse est au cœur du réacteur de la DGSE. « *Ces équipes couvrent, vu l'état du monde, des situations et des zones de crise très larges. Elles veillent, mais, plus que ça, elles enquêtent* », précise un agent du service. L'analyste exploite les données brutes, en extrait le sens, oriente les capteurs et guide la recherche de renseignement. C'est un travail de décodage permanent, à la croisée de la géopolitique, de la technique et de l'intuition.

Tempête géopolitique

Quand la Russie déclenche son invasion de l'Ukraine, la DGSE s'adapte en quelques heures. Elle redéploie ses moyens - humains et techniques - vers des zones plus prioritaires. Ce dispositif, agile et tentaculaire, s'appuie sur un réseau mondial d'agents et de partenaires. « *Cette réarticulation se fait sans impasse*, explique un agent du service. *Nous savons nous appuyer sur nos alliés les mieux positionnés pour échanger du renseignement et maintenir une couverture globale.* »

Le retour de la guerre de haute intensité exige d'appréhender une masse colossale d'informations au travers des champs de bataille traditionnels - terre, air, mer - aux nouveaux espaces de confrontation, du *cyber* à l'espace. Les défis s'accumulent. Dans cet océan d'informations, la technologie devient un allié stratégique. L'intelligence artificielle promet de révolutionner le cycle du renseignement : de la collecte à l'analyse, en passant par le « nettoyage » et la hiérarchisation des données (voir page 38). L'humain reste au centre, mais épaulé par des outils capables de détecter ce qui est invisible à l'œil nu.

Dans cette course à l'information, une autre bataille se joue : celle des talents. Recruter les meilleurs profils est devenu un enjeu stratégique, une quasi-compétition mondiale. À la DGSE, les agents conjuguent expertise technique et maîtrise d'outils technologiques de pointe. Attirer et fidéliser ces compétences rares conditionne l'avantage informationnel français. La concurrence mondiale est portée par les grandes puissances et le secteur privé, qui disposent souvent de moyens financiers plus attractifs. Face à des puissances étrangères et →

¹ Autrement dit, le lieu où se situent les armées sur le terrain.

² Série télévisée française créée par Éric Rochant et diffusée sur Canal+.

à un secteur privé aux moyens financiers redoutables, la DGSE mise sur un autre atout : le sens. Servir la France, une mission collective où militaires, civils, chercheurs et industriels œuvrent de concert.

Renseignement militaire

Cette mission, un autre service de l'ombre la livre : la Direction du renseignement militaire (DRM). Née en 1992 après la guerre du Golfe, la DRM produit du renseignement afin d'éclairer la prise de décision des autorités politiques et militaires, et fournir aux armées le renseignement nécessaire à une conduite optimale des opérations. « *Il n'y a pas d'opération sans renseignement*, martèle le directeur de la DRM, le général Jacques de Montgros (voir page 34). *Le travail de la DRM, c'est de "décrypter le chaos du monde"* ».

Son champ d'action se concentre sur les capacités de nos compétiteurs - humaines, techniques, niveau d'entraînement, stocks d'armement - et sur les possibilités d'action des forces ou groupes armés susceptibles de

nuire à nos intérêts. Au quotidien, la DRM surveille les zones sensibles du globe : champs de bataille, sites de production d'armement, foyers de prolifération nucléaire... Depuis la guerre en Ukraine, sa priorité a changé pour se concentrer sur le compétiteur russe.

Croiser les sources

Pour mener à bien leurs missions, les 2 000 agents de la DRM recueillent et exploitent cinq principales sources de renseignement : les signaux électromagnétiques, les images spatiales et aériennes, le cyberspace, les témoignages humains et les données obtenues par leurs partenaires, français et étrangers. Pour démultiplier le renseignement obtenu, la DRM délègue également des missions à la Fonction interarmées du renseignement (FIR), sous sa coordination. La FIR comprend les unités de renseignement des trois armées, du Commandement des opérations spéciales, du Commandement de la cyberdéfense et du Commandement de l'Espace. L'ensemble de ces expertises permet de proposer aux autorités politiques et militaires l'évaluation la plus aboutie d'une menace.

La DRM s'appuie sur des capteurs pour recueillir son renseignement. Parmi eux : les avions légers de surveillance et de reconnaissance et les drones MQ-9 Reaper.





La DRSD veille à préserver l'avantage français dans la durée, en empêchant l'adversaire d'affaiblir nos capacités avant même le combat.

Au-delà de la bascule stratégique provoquée par l'agression russe en Ukraine, la DRM a profondément adapté son organisation, peu après l'arrivée du général de Montgros, en avril 2022. Elle fonctionne désormais à pleine puissance. « *Nous avons rassemblé la recherche et l'exploitation du renseignement, qui étaient jusque-là dissociées. L'ensemble est désormais regroupé au sein de "plateaux" géographiques ou thématiques (voir page 42).* » Avec cette organisation, la DRM a gagné en efficacité et en capacité d'approfondissement.

Mais cette puissance de collecte lance un défi, celui de savoir exploiter du renseignement à forte valeur ajoutée au milieu d'un océan de données. C'est pourquoi la DRM conduit actuellement une transformation numérique à travers l'application Escrim. Son objectif : intégrer, croiser et valoriser l'ensemble des données du renseignement militaire. Elle sera accessible sur Artémis.IA, la plateforme souveraine et sécurisée du ministère des Armées et des Anciens combattants. Elle sera aussi utilisée, à terme, par les unités de la FIR. Si l'intelligence artificielle y joue un rôle clé, l'analyse reste de la responsabilité des agents de la DRM.

La DRSD, bouclier invisible de la défense

Dans ce climat de confrontation, les entreprises de défense constituent une nouvelle cible pour des États avides de puissance. Pour preuve, les cyberattaques par déni de service distribué³ qui ont frappé, en 2022, des entreprises de la base industrielle et technologique de défense qui venaient d'officialiser leur soutien à Kiev.

Face à ces menaces grandissantes, le rôle de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) s'avère plus que jamais essentiel. Sa mission ? La contre-ingérence, une bataille discrète pour prévenir toute atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation (voir page 36). La DRSD veille sur les forces, les informations sensibles, les matériels et les industries stratégiques. Son champ d'action s'étend aussi sur des milliers d'entreprises et des dizaines de laboratoires.

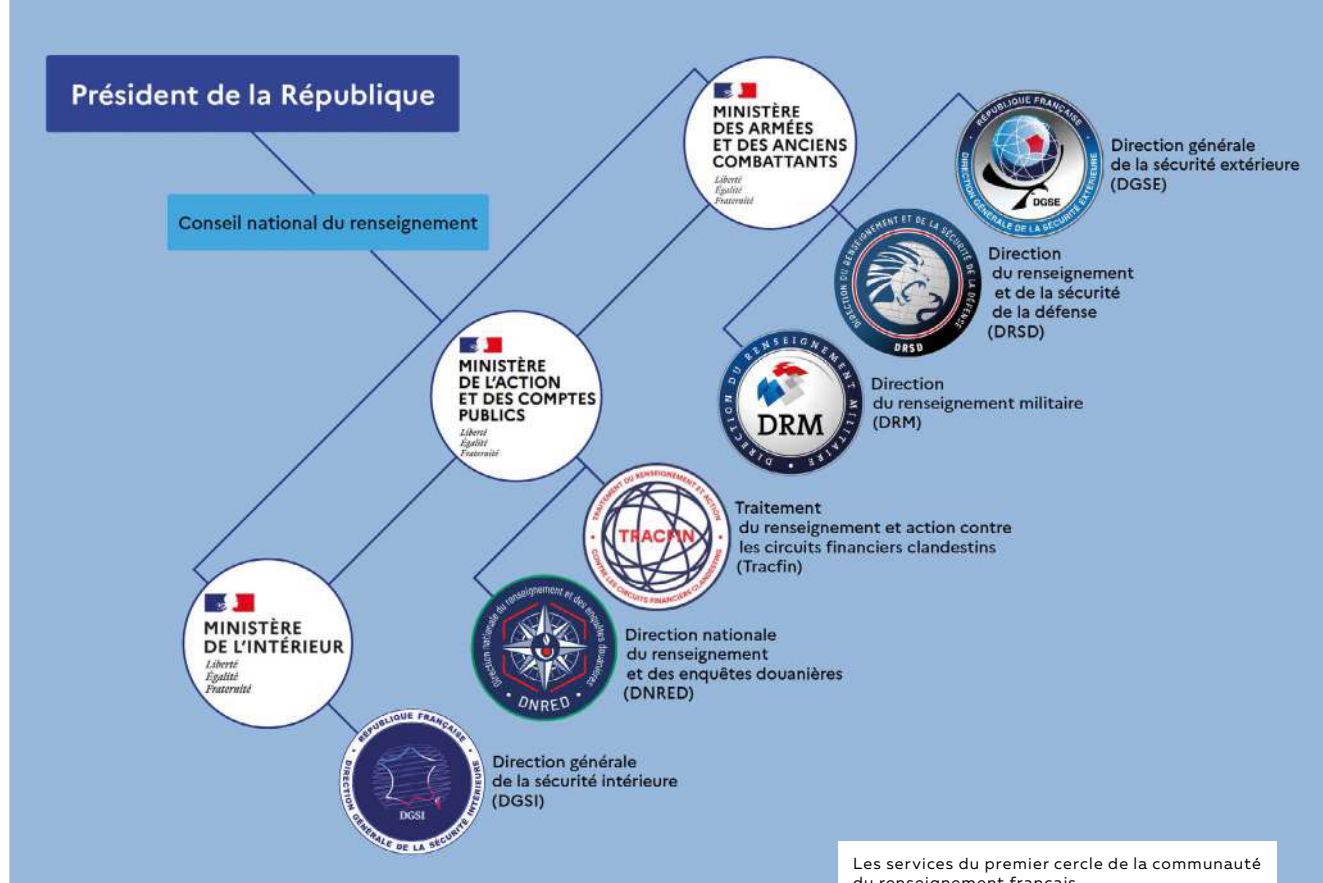
Pour y parvenir, la DRSD dispose de capteurs pour anticiper les menaces et détecter les signaux qui montreraient la mise à exécution de ces menaces. Ces dernières sont analysées selon le prisme TESSCo – terrorisme, espionnage, sabotage, subversion, crime organisé. « *Si la menace terroriste reste importante mais stable depuis 2022, les ingérences et les risques subversifs ont pris une ampleur conséquente* », souligne le sous-directeur de la contre-ingérence. Des risques accentués par la révolution technologique et la multitude de moyens à faibles coûts pour mener ce type d'action : réseaux sociaux, logiciels espions, cyberattaques et ingénierie sociale⁴.

Les entreprises dans le viseur

Les entreprises du domaine spatial et de l'aéronautique militaire sont notamment ciblées par des acteurs désireux d'acquérir des données pour la conception de leur propre matériel. La Chine, par exemple, excelle par ses méthodes intrusives. Le vol d'informations sensibles pourrait à terme affaiblir notre supériorité technologique, voire perturber nos opérations militaires. →

³ Procédé de saturation d'un serveur pour provoquer une panne ou un fonctionnement fortement dégradé du service.

⁴ Technique de manipulation psychologique à des fins d'escroquerie.



La DRSD intervient donc sur trois fronts : la sécurité du personnel, la protection physique des sites et la cybersécurité. « *Nous menons des inspections pour identifier les vulnérabilités et proposer des conseils ainsi que des solutions adaptées* », explique le sous-directeur technique. Le service puise sa force dans un maillage territorial dense, qui permet une proximité avec les acteurs clés. L'accent est mis sur les sous-traitants, parfois inconscients des risques qui les guettent ou insuffisamment armés face à eux.

À l'instar des deux autres services de renseignement, la DRSD développe sa propre application, Sircid⁵. Un outil d'analyse fondé sur l'intelligence artificielle et les mégadonnées (*big data*) : « *Sircid permettra de corréliser des données apparemment sans lien, comme des personnes ayant fréquenté les mêmes lieux* », précise le sous-directeur technique. L'application servira, entre autres, au traitement et à la gestion des données, aux enquêtes de sécurité et au suivi des comportements à risque. Une avancée majeure pour traquer les acteurs malveillants. Dans ce bras de fer technologique et géopolitique, la DRSD reste plus que jamais le rempart invisible de la défense française.

Mission nationale

Lorsqu'un service éclaire les crises extérieures par du renseignement économique et politique, l'autre décrypte la menace militaire adverse, tandis que le dernier protège nos secrets et nos technologies. Trois missions différentes pensées comme un *continuum* pour produire une vision d'ensemble et, donc, une capacité d'appréciation et décisionnelle souveraine.

La collaboration entre les services n'a pas toujours été à l'ordre du jour. Pourtant, aujourd'hui, un véritable décloisonnement est à l'œuvre. Cette coopération fructueuse se retrouve particulièrement dans le domaine technique. « *Une brique technologique⁶ de traduction, développée par la DRM est, par exemple, aujourd'hui exploitée par la DRSD. D'un autre côté, deux ingénieurs en IA de la DRSD viennent de renforcer les équipes de la DGSE* », confie le sous-directeur technique de ce service. De même, la DGSE, par sa fonction de chef de file du renseignement d'origine électromagnétique, alimente les autres organismes de ses capacités et outils. Sur le volet opérationnel, les directeurs échangent régulièrement, voire quotidiennement, selon leur champ de compétence.

⁵ Système d'information du renseignement de contre-ingérence de la défense.

⁶ Un composant de systèmes technologiques plus larges.

Ce partage de renseignement s'avère aussi crucial au niveau national. La DGSE, la DRM et la DRSD collaborent, selon les sujets, avec les services de renseignement du premier cercle –Tracfin⁷, la DNRED⁸ et la DGSI⁹. Ce maillage est orchestré par le coordinateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, qui apporte une vision d'ensemble à des menaces transversales. « *Chacun sait ce qu'il a à faire, où commence et où s'arrête sa responsabilité, ce qui incite à coopérer* », confirme un agent de la DGSE.

Souveraineté et solidarité

Cette communauté nationale du renseignement garantit à la France une capacité autonome d'appréciation : une évaluation de la situation et une prise de décision sans dépendre d'autrui. Mais la multitude de menaces incite à élargir nos moyens. C'est pourquoi les services s'appuient sur des partenariats. « *L'échange de renseignement est une activité cardinale des services, indique un agent de la DGSE. Et nous discutons avec tout le monde, alliés traditionnels ou États avec qui nous avons des difficultés diplomatiques. Dans ce cas, nous maintenons souvent un canal sécuritaire ou bien nous échangeons des informations si la vie de nos ressortissants respectifs est en jeu.* »

Avec nos partenaires les plus proches, la coopération peut aller plus loin : « *Ciblage, recrutement et traitement d'une même source* », poursuit l'agent. Face au degré de confiance que ces démarches nécessitent, les échanges de renseignement se font, le plus souvent, dans un cadre bilatéral. La synergie avec nos alliés agit ainsi comme un multiplicateur de puissance : elle élargit l'éventail de nos capteurs et enrichit nos analyses.

Voir plus loin

Anticiper pour ne pas subir les crises : l'imprévisibilité est devenue une clé de lecture des affaires géopolitiques. La communauté nationale du renseignement œuvre de concert pour protéger, chaque jour, chaque heure, les citoyens français. Une tension persiste alors dans l'analyse, entre l'anticipation à long terme et la gestion en temps réel de l'imprévu.

« *La prospective stratégique, élaborée en vase clos et à trop long terme, risquerait de s'égarer dans la science-fiction, sans rapport avec la réalité*, explique un représentant de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS). *A contrario, une focalisation sur le temps tactique des actualités internationales serait tout aussi périlleuse, puisqu'elle risquerait de désorienter les décisions par rapport aux objectifs stratégiques, qui ne se conçoivent que dans la durée.* » Le défi : minimiser les effets de la sidération provoquée par l'effet de surprise. Pour ce faire, le renseignement s'appuie sur la richesse du monde universitaire, des administrations, des chercheurs, des entreprises, des *think tanks*¹⁰ pour développer des scénarios prospectifs et se préparer au mieux aux éventuelles menaces.

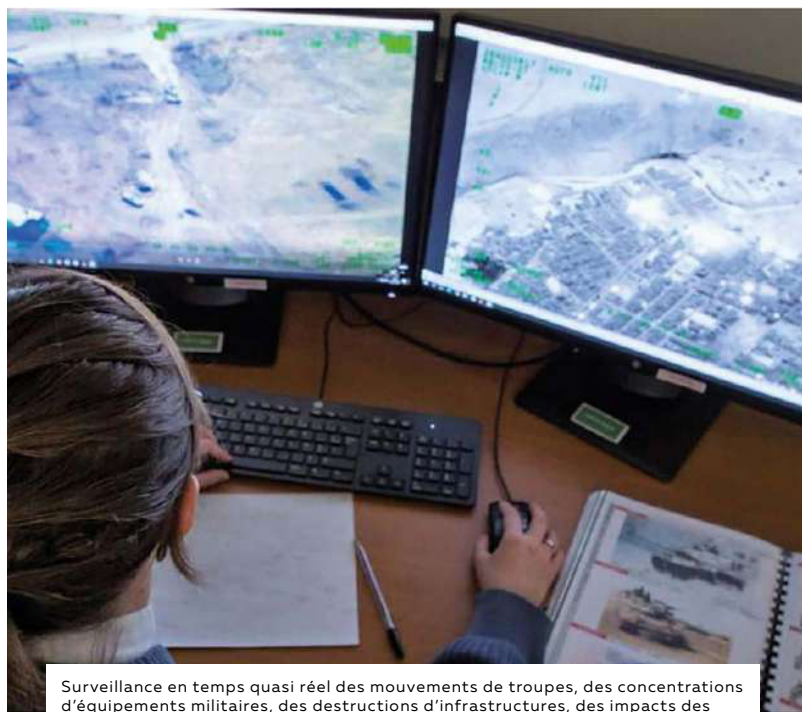
Dans un monde saturé de signaux contradictoires, les services de renseignement français déchiffrent les ombres pour garantir notre sécurité. Ces acteurs silencieux donnent à la France les clés pour déjouer les pièges géopolitiques. ■

⁷ Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins.

⁸ Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières.

⁹ Direction générale de la sécurité intérieure.

¹⁰ Laboratoires d'idées.



Surveillance en temps quasi réel des mouvements de troupes, des concentrations d'équipements militaires, des destructions d'infrastructures, des impacts des frappes... La DRM surveille en permanence les zones d'intérêt stratégiques.



ENTRETIEN AVEC **NICOLAS LERNER**,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ EXTÉRIEURE

« *Pénétrer les structures adverses* »

Recueillir des informations à l'étranger pour protéger les intérêts de la France : c'est la mission de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Comment un service aussi secret s'adapte-t-il face à la guerre en Ukraine ?

Nicolas Lerner, directeur général du service, répond à nos questions, le temps d'un entretien inédit.

— **La guerre en Ukraine a transformé la manière dont les services de renseignement opèrent. Quelle leçon principale la DGSE tire-t-elle de ce conflit ?**

Nicolas Lerner : Ce conflit l'a rappelé avec une brutalité sans détour : le risque, en matière de renseignement, consiste à calquer nos propres grilles d'analyse sur celles des dirigeants étrangers. Plusieurs mois avant l'invasion russe, les renseignements français disposaient d'informations similaires à celles d'autres services. Pourtant, nos conclusions divergeaient. Nous considérions toute attaque comme une erreur militaire pour Vladimir Poutine, et nous estimions que, rationnellement, son intérêt à déclencher une guerre était nul. Ce risque de biais de rationalité se retrouve sur de multiples théâtres, comme au Proche-Orient, ou au Sahel, s'agissant des juntes militaires. Nous devons nous garder de cette méprise analytique.

— **Quels autres enseignements majeurs cette guerre a-t-elle révélés ?**

Les services font désormais face au retour de la guerre en Europe, dans un contexte stratégique bouleversé par l'élection du Président américain. Le conflit ukrainien a accéléré la prise de conscience de la nécessité de réarmer et de renforcer l'autonomie stratégique européenne. Cette même urgence se manifeste dans le domaine du renseignement, où les coopérations renforcées se développent partout sur le continent.

Le deuxième enseignement concerne l'utilisation du renseignement à des fins stratégiques. Nos partenaires américains, peu de temps avant l'invasion, ont assumé de déclassifier des informations pour tenter de dissuader Vladimir Poutine d'attaquer. Une divulgation d'une telle ampleur est une première dans l'histoire du renseignement. La DGSE étudie dorénavant les effets

tactiques liés à des déclassifications ponctuelles. Enfin, la régulation par le droit se trouve totalement affaiblie. L'espoir que la condamnation de l'agression russe par la communauté internationale mènerait à une isolation totale du pays s'est évanoui. Le droit devient un élément parmi d'autres dans la balance des États. La Chine ou les pays membres des BRICS¹ se positionnent à l'égard de la guerre en Ukraine selon leur strict intérêt. Nous en tenons compte, dans un monde toujours plus agressif à l'égard de nos intérêts.

— **Comment aurions-nous pu savoir que Vladimir Poutine allait déclencher la guerre en Ukraine ? Comment déceler les intentions d'un compétiteur ?**

Notre cœur de métier consiste à pénétrer les structures adverses pour recueillir du renseignement brut. Une mission difficile, surtout lorsque nous ciblons des régimes autocratiques où la prise de décision est concentrée entre très peu de mains – souvent deux. Les cercles qui conseillent Vladimir Poutine sont étroits et savent se protéger.

Nous portons également une attention forte aux décisions stratégiques du Président russe sur le temps long. Crimée, Donbass... Depuis des années, le Kremlin décrit un sentiment de menace et assume sa stratégie vis-à-vis de son flanc ouest. Pour le service, cela signifie de prendre du recul sur le renseignement quotidien – suivi des troupes, des messages, des prises de parole publiques – afin d'intégrer ces grandes dynamiques.

Enfin, notre capacité à évaluer la dimension psychologique des dirigeants a été renforcée par l'appréciation psychologique et le profilage², que nous réalisons aujourd'hui à plus grande échelle.

— **Dans un contexte de flux informationnel continu, comment la DGSE parvient-elle à articuler ses capacités technologiques avec ses moyens de renseignement clandestins ?**

Schématiquement, le service dispose de quatre sources d'information : le renseignement humain – ou le recrutement classique de sources –, le renseignement technique, le renseignement transmis par nos partenaires et les actions offensives destinées à recueillir de la matière brute. En réalité, la frontière

entre technique et humain s'estompe. Nos officiers traitants ont de plus en plus recours à la technique pour détecter une source, la recruter, s'assurer qu'elle ne va pas nous trahir, et la suivre. Inversement, une source humaine peut être recrutée pour ses accès techniques. Une convergence se dessine entre ces deux approches.

— **Quelles qualités humaines vous paraissent essentielles aujourd'hui pour intégrer la DGSE ?**

Chaque jour, je suis impressionné par la diversité des talents, des parcours et des expériences. Ingénieur, agent du service action, analyste en charge de la coopération internationale, traducteur... Leurs compétences diffèrent, mais tous sont profondément patriotes. Cette maison est tournée vers le service de la République française. Il ne faut pas avoir peur de l'engagement, être prêt à donner de sa personne et parfois accepter des missions imprévues. Tout le monde ne sera pas agent clandestin sous couverture profonde à l'étranger, mais on ne sait jamais ce que chaque journée nous réserve.

— **Quelles menaces hybrides vous semblent préoccupantes pour la France dans les prochaines années ?**

L'arme *cyber* est désormais utilisée pour pénétrer durablement des structures, à des fins de signalement stratégique³ ou de compromission définitive⁴. Cette réalité est inquiétante, car nos adversaires l'emploient déjà pour se prépositionner. La preuve avec l'affaire *Salt Typhoon*, imputée par les autorités américaines à des modes opératoires chinois : une opération de pénétration en profondeur afin d'acquérir du renseignement, voire de perturber à très grande échelle des réseaux de communication. Mon autre préoccupation concerne la désinformation. Ces attaques informationnelles, menées sur le long terme, sapent la confiance des Français envers leurs institutions. En diffusant durablement des idées fallacieuses, elles affaiblissent nos structures démocratiques. ■

◇ Recueilli par **Laura Garrigou**

¹ Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Iran, Égypte, Éthiopie, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis et Indonésie.

² Recueillir les données sur un individu pour analyser et prédire son comportement.

³ Collecte d'informations sensibles ou critiques pour la planification militaire, la prise de décision ou l'avantage opérationnel.

⁴ Neutralisation pour empêcher son utilisation par l'adversaire.



ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL **JACQUES LANGLADE DE MONTGROS**,
DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT MILITAIRE

« Réduire l'incertitude dans un monde de dissimulation »

À l'heure où les crises s'enchaînent et les puissances se réarment, le général Jacques Langlade de Montgros, à la tête de la Direction du renseignement militaire (DRM), décrit le rôle décisif du renseignement dans la compréhension du contexte stratégique actuel et la préparation de l'engagement des forces.

Comprendre pour agir et ne pas subir.

— Depuis notre dernière rencontre, en février dernier¹, le contexte international s'est encore dégradé. Comment cette dégradation trace-t-elle la feuille de route de la DRM pour les années à venir ?

Général Jacques Langlade de Montgros :

Ce que nous observons aujourd'hui, c'est non seulement une accélération, mais aussi une accentuation du chaos : les crises s'additionnent, gagnent en intensité et se referment rarement. Depuis un an, deux évolutions ont marqué le contexte international : le retour de l'administration Trump aux États-Unis et la modification des équilibres entre les grandes puissances. Les tendances stratégiques demeurent : le recours désinhibé à la force au détriment du droit, la désagrégation des alliances structurées, la multiplication des coopérations *ad hoc* fondées sur le rapport de puissance, et enfin le retour du fait nucléaire. Tout cela structure directement les trois

missions de la DRM : décrypter le chaos du monde, préparer la décision de nos autorités politiques et militaires, et préparer l'action, c'est-à-dire l'engagement des forces.

— Quels enseignements la DRM a-t-elle tirés du récent conflit entre Israël et l'Iran ?

Ce conflit a mobilisé nos équipes pendant plusieurs mois et cet effort demeure aujourd'hui. Nous suivons l'Iran depuis de nombreuses années, ce qui nous a permis de fournir à nos décideurs une lecture claire des événements. Les frappes israélo-américaines ont significativement réduit les capacités militaires et nucléaires iraniennes, mais Téhéran s'emploie désormais à les reconstituer, à renforcer sa sécurité et à chercher de nouveaux partenariats.

— Au-delà de ce conflit, nous constatons une centralisation renouvelée de la dissuasion nucléaire dans le jeu des puissances.

¹ *Esprit* défense n°14, hiver 2025.

Comment la DRM aborde-t-elle cette évolution ?

Le retour du fait nucléaire n'est pas nouveau, mais il prend aujourd'hui une ampleur croissante pour trois raisons principales. D'abord, la montée en puissance capacitaire de plusieurs États dotés, en particulier la Chine. Puis l'usage de la totalité du spectre stratégique par des acteurs comme la Russie, combinant les domaines nucléaires, conventionnels et hybrides – une dialectique qu'on n'avait plus vue depuis la guerre froide. Et enfin, l'engagement d'États dotés dans des conflits conventionnels. N'oublions pas que certains ont vu leur territoire directement frappé en 2025 – l'Inde, le Pakistan, Israël ou la Russie.

— Dans cette accentuation du chaos, il y a évidemment le flanc Est de l'Europe. Comment la DRM appréhende-t-elle aujourd'hui la menace russe et la dynamique du conflit en Ukraine ?

C'est, bien évidemment, un sujet majeur pour nous. Nos équipes suivent deux axes principaux : l'évolution du rapport de forces sur le front ukrainien, à court, moyen et long termes et la capacité de régénération de l'outil militaire russe à l'horizon 2030. L'objectif est de fournir à nos autorités des analyses pour anticiper et préparer les décisions nécessaires à la protection de nos intérêts.

— Comment les armées participent-elles à la collecte du renseignement que vous analysez ? Et comment éviter l'éparpillement face à cette masse de données ?

Le renseignement vise avant tout à réduire l'incertitude dans un monde de dissimulation. Pour y parvenir, il faut employer chaque ressource avec discernement. Nous n'avons jamais assez de capteurs ni de moyens, il faut donc les utiliser avec la plus grande efficacité. Chaque année, une priorisation des recherches est fixée pour l'ensemble des unités de renseignement. Ces priorités s'accompagnent de renoncements assumés, afin d'éviter toute dispersion de l'effort. La DRM assure le pilotage stratégique, tandis que les capteurs des armées (Terre, Air, Marine, cyber, Espace,

forces spéciales...) recueillent l'information selon les priorités définies.

— Dans ce contexte de menaces multiples, comment s'articule votre action avec celle de la DGSE ? Vous vous concentrez sur la haute intensité et la DGSE sur les menaces hybrides ?

Il existe aujourd'hui un très haut niveau de confiance, de coopération et d'interopérabilité entre la DRM et la DGSE. Les deux services ont des périmètres différents mais complémentaires : la DRM couvre les conflictualités armées, les capacités militaires et les groupes armés ; la DGSE opère sur les champs politique, économique et technologique. Nous maintenons volontairement une frange de recouvrement pour éviter les « trous dans la raquette ». Et par souci d'efficacité, nos deux services mutualisent de nombreux outils techniques.

Dans un monde d'alliances fragilisées et de relations souvent concurrentielles, comment travaillez-vous avec nos alliés pour partager du renseignement sans fragiliser notre autonomie stratégique ?

Le renseignement repose sur cinq grandes familles de sources – électromagnétique, image, humaine, cyber ainsi que le renseignement d'origine partenariale. Ces partenariats fonctionnent selon une logique de troc, fondée sur la confiance et la réciprocité. Ils sont le plus souvent bilatéraux, parfois multilatéraux, mais rarement multilatéraux : le renseignement s'accommode mal des structures collectives. Depuis la guerre en Ukraine, la DRM a fait évoluer ses partenariats, notamment en renforçant ses échanges avec certains Européens et alliés. Elle a également adapté ses accès techniques et humains. L'enjeu est de maîtriser notre niveau de dépendance. Un service de renseignement est avant tout un outil de souveraineté. Il faut donc diversifier les partenariats, les capteurs techniques et les moyens d'accès pour accroître notre résilience et éviter une trop grande vulnérabilité en cas de divergence d'intérêts avec un partenaire. ■

◇ Recueilli par **Alexis Monchovet**



ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL **AYMERIC BONNEMAISON**,
DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ DE LA DÉFENSE

« Anticiper les menaces pour **protéger notre souveraineté nationale** »

Dans un contexte international marqué par l'usage de la force et une agressivité économique, la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) fait face à des menaces de plus en plus diffuses.

Le général Aymeric Bonnemaïson, à la tête de la DRSD, livre son analyse des défis du service, tels que l'espionnage chinois ou l'impact des technologies émergentes.

— **Comment le contexte international a-t-il fait évoluer la DRSD ces dernières années ?**

Général Aymeric Bonnemaïson : Alors que notre attention se concentrait sur les menaces extérieures, nous observons aujourd'hui les répercussions du contexte international sur le territoire national. Cela se manifeste d'abord par le retour des empires – Russie, Chine, Iran... Ces puissances autocratiques prônent un usage désinhibé de la violence, qui se superpose à une agressivité économique assumée. En parallèle, la société s'est radicalisée, en partie par les réseaux sociaux et la désinformation – islamisme radical depuis une dizaine d'années et essor de

l'ultragauche et de l'ultradroite. Face à ces menaces, la DRSD a pour mission de renseigner pour protéger les forces, leurs familles, les emprises militaires et les entreprises de défense.

— **Les travaux de la DRSD confirment que la Chine mène des actions d'espionnage. Quels sont les objectifs poursuivis par Pékin en ciblant la France et son industrie de défense ?**

L'industrie de défense, innovante par nature, attire, d'autant plus qu'elle a vocation à défendre le territoire. Les puissances étrangères y voient un double enjeu :

d'une part, la maîtrise de technologies de pointe et, d'autre part, la possibilité d'anticiper et de contrer nos futurs systèmes d'armes. Pour l'instant, la Chine privilégie l'espionnage discret plutôt que l'entrave directe. Elle déploie également des stratégies d'influence pour promouvoir ses propres solutions. Ces manœuvres peuvent prendre la forme de partenariats universitaires, de coopérations avec des entreprises ou d'acquisitions stratégiques.

— **Des rapports publics évoquent des méthodes de recrutement intrusives – faux entretiens d'embauche, sociétés-écrans ou cabinets de conseil – utilisées pour approcher des ingénieurs sensibles. Comment contrer ces modes d'action ?**

Ces pratiques se sont banalisées. Les techniques d'approche passent par les réseaux sociaux, où des offres d'entretien rémunéré servent de prétexte pour collecter des informations sensibles. Pour y faire face, nos agents interviennent partout sur le territoire. Ils visitent les entreprises, des PME¹ aux ETI², pour sensibiliser, informer et expliquer les risques. La première faille reste humaine, la meilleure défense consiste donc à sensibiliser les individus. D'ailleurs, là où nous passions pour des paranoïaques il y a quelques années, nous sommes aujourd'hui mieux écoutés. Les petites entreprises, longtemps convaincues de ne pas être concernées, découvrent qu'elles peuvent devenir des cibles, pour des cybercriminels en quête de profit comme pour des services de renseignement étrangers.

— **Le cyberspace est un terrain privilégié d'ingérence étrangère. En quoi votre expérience passée à la tête du Commandement de la cyberdéfense vous permet-elle de mieux anticiper, détecter et contrer ces opérations ?**

Aujourd'hui, les attaques hybrides s'articulent d'abord autour d'une dimension *cyber*, à laquelle s'ajoutent des actions concrètes. Prenons l'exemple des étoiles de David³ : ces actions ont été lancées via les réseaux sociaux, avant d'être amplifiées sur ces mêmes plates-formes. Mener une cyberattaque pour

recupérer une masse de données reste bien moins risqué humainement et plus riche en renseignements que s'introduire physiquement dans une entreprise pour voler un ordinateur.

À la DRSD, nous couvrons l'ensemble des menaces potentielles. Lorsque nous conseillons les forces armées ou les entreprises, nous auditions la protection physique, l'aspect humain ainsi que les dimensions réputationnelle et *cyber*. Notre service couvre l'ensemble du spectre et offre une proximité opérationnelle, grâce à notre présence en région et à nos déploiements aux côtés des forces.

— **À quelles menaces la DRSD fera-t-elle face dans cinq ans ?**

Selon moi, à de plus en plus d'attaques hybrides. Il est crucial de procéder à une veille sur les technologies émergentes, qui auront demain un impact direct sur notre population. L'intelligence artificielle, par exemple, renforcera notre dépendance au numérique, au point de nous inciter à renoncer à notre esprit critique. Le quantique, quant à lui, représentera une menace majeure pour la protection du secret : aujourd'hui, nos clefs de chiffrement sont suffisamment robustes pour protéger nos informations classifiées, mais demain, avec le quantique, nos adversaires pourraient les déchiffrer. Enfin, les technologies immersives, comme le métavers, bien qu'encore balbutiantes, pourraient manipuler les esprits en brouillant la frontière entre le monde virtuel et le réel, et provoquer des passages à l'acte de plus en plus violents.

Ces innovations doivent être envisagées en combinaison avec les attaques physiques, dans un contexte de montée en puissance des empires. Il apparaît donc essentiel pour la France de développer des capacités dans ces domaines et de protéger ses avancées technologiques. Dans un monde traversé par la confrontation et la désinformation, notre meilleure arme reste la lucidité et l'anticipation. ■

◇ Recueilli par **Laura Garrigou**

¹ Petites et moyennes entreprises.

² Entreprises de taille intermédiaire.

³ En octobre 2023, quelques jours après l'attaque du Hamas en Israël, des étoiles de David sont taguées en bleu dans les rues du X^e arrondissement de Paris.

Espions et algorithmes, même combat

Quand l'intelligence artificielle rencontre le renseignement, elle bouscule les méthodes et ouvre de nouveaux horizons. À la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), une équipe contribue à conduire cette mutation stratégique. Rencontre avec Victor, son responsable.

On se croirait dans une *start-up*. Salle de pause moderne enveloppée d'arômes de café, *open space*¹ lumineux où des plantes s'épanouissent. Seuls les souvenirs de mission installés sur les bureaux et les lignes de code qui défilent sur les écrans trahissent l'endroit dans lequel nous sommes : les locaux de la discrète DGSE.

¹ Espace de travail ouvert.

² Branche de l'intelligence artificielle qui permet de créer du contenu nouveau à partir de données d'apprentissage.

³ Surnom familial de la DGSE.

C'est ici que nous rencontrons Victor, 1,90 m, *t-shirt* blanc et baskets. À 32 ans, il est l'un des spécialistes de l'intelligence artificielle (IA) générative² du service. Un prénom d'emprunt, car il ne peut révéler son travail pour la Piscine³. Ses amis le pensent ingénieur pour une entreprise ordinaire. Il s'amuse : « *Le secret vous apprend l'humilité : impossible de raconter un succès opérationnel quand je les retrouve autour d'un verre !* »

Son attirance pour les chiffres remonte à l'adolescence. « *Je viens d'une famille mi-ingénieure, mi-médecin. Au lycée, je me refusais*

à avoir de bonnes notes dans les matières littéraires », confie-t-il dans un sourire. Après un baccalauréat scientifique, Victor intègre une école d'ingénieurs parisienne, où il se spécialise dans l'IA. « *C'est la combinaison entre l'informatique et les statistiques, avec une prise en compte des besoins de l'utilisateur, de l'humain derrière la machine finalement* », explique-t-il.

Son master en poche, il se dirige vers les cabinets de conseil en tant que *data engineer* puis *data scientist*. En français, le premier collecte toutes les données de la société et les achemine vers des entrepôts de stockage. Le second les analyse, les modélise afin d'identifier des tendances, de prédire des comportements ou d'optimiser des processus.

Mais Victor s'interroge sur le sens de sa mission. « *Je conseillais des entreprises du CAC40, ce qui ne correspondait plus à mes valeurs* », avoue-t-il. Il rejoint dès lors un service du Premier ministre, où il

collabore avec des équipes de la DGSE. Après deux ans, il doit se décider : « *retourner dans le privé ou tenter l'aventure du renseignement. Le choix du cœur l'a emporté, pour un métier au service de la France et avec un haut niveau technique.* »

Algorithmes top secret

Désormais membre du service, il occupe différents postes avant de devenir responsable de l'équipe dédiée à l'IA générative. Créée en 2023, cette petite équipe ne cesse de croître. Sa mission : développer le « ChatGPT » de la DGSE. « *Au travers d'une barre de recherche, les agents auront accès à toutes les données du service. Un véritable moteur de recherche avec lequel nous pourrions interagir et converser* », détaille l'ingénieur.

La DGSE collecte une telle masse d'informations, que « *repérer la bonne donnée au bon endroit revient à chercher une aiguille dans une botte de foin... voire plusieurs* », illustre-t-il. L'outil s'emparera



de cette charge, offrant un gain de temps prodigieux à toute la direction, de la recherche massive à la synthèse sourcée de longs documents dans des langues diverses, en passant par la création de formations individualisées.

Malgré les apparences, son poste n'est pas qu'un travail de laboratoire. *« C'est arrivé qu'un événement géopolitique nous oblige à réagir très vite, se souvient l'ingénieur. L'urgence consistait alors à collecter du renseignement pour servir les décisions politiques. »* Dans ce cas, l'opérationnel prend le pas. Une cellule de crise se forme en quelques heures avec des

experts de différents organismes. *« On peut alors demander à mon équipe de créer une fonctionnalité qui n'existe pas encore, ou bien d'appuyer directement les équipes renseignement. »* Un travail collectif où chacun a son rôle.

En parallèle, Victor contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de la feuille de route de l'IA du service, qui bénéficiera à l'ensemble des organismes du premier cercle. *« De concert avec la communauté du renseignement, l'équipe développe des capacités au service de tous », souligne-t-il. « Nous ne pouvons pas rater ce train. La valeur transformative de l'IA ne*

nous le permet pas », assène le jeune spécialiste.

On se croirait toujours dans une start-up. Pourtant, ici, les données ne servent pas à vendre, mais à protéger. Et Victor, lui, est bien plus qu'un *data scientist* : c'est un agent secret du numérique.

Laura Garrigou

Sur la piste des ingérences : les agents de la DRSD en action

Au sein de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), les agents mènent des enquêtes sur de potentielles ingérences étrangères, à la fois sur les entreprises de défense et dans les emprises militaires. Marion et Paul nous racontent les coulisses de leur métier.

Vêtue d'un tailleur bleu, Marion nous ouvre les portiques de sécurité du fort de Vanves, siège de la DRSD. À 28 ans, elle est agent de contre-ingérence économique (ACIE). Son rôle ? Conseiller les industries de défense pour fortifier leur protection contre les ingérences étrangères, qu'il s'agisse de sabotages ou de rachats capitalistiques.

Paul, lui, est militaire. La cinquantaine, il occupe le poste d'inspecteur de sécurité et de défense (ISD). Cela signifie qu'à la contre-ingérence économique, s'ajoute celle des forces. Il se déplace donc dans les emprises militaires pour prévenir les atteintes aux forces armées, telles que les activités de terrorisme, d'espionnage ou de sabotage.

« James Bond ? Pas pour moi »

Marion ne s'attendait pas à intégrer un service secret lors de son parcours scolaire. Passionnée par les langues étrangères,

elle s'oriente vers les relations internationales en master. Dès lors, l'étudiante découvre le monde de la diplomatie, et son pendant opérationnel : le renseignement. *« Pendant le confinement¹, j'ai lu des témoignages d'anciens agents. J'ai compris que ce n'était pas comme dans les films de James Bond, et ce milieu a éveillé ma curiosité »,* indique Marion. Après une spécialisation en intelligence économique et une alternance à la sûreté d'un grand groupe, elle se tourne naturellement vers la DRSD.

Pour Paul, le processus diffère. Sous-officier de l'arme du génie, spécialisé dans le déminage, il découvre le service lorsqu'un agent lui demande d'observer une délégation étrangère participant à une formation dans son régiment. *« J'ai apprécié l'exercice, notamment l'aspect investigation, que l'on retrouve aussi dans le déminage »,* confie Paul. Le sous-officier se lance et présente le concours pour devenir ISD. Après un écrit, du stress et des épreuves orales, les résultats tombent : Paul rejoint le

fort de Vanves.

Le métier débute par une formation théorique de trois mois, durant laquelle civils et militaires sont mélangés. *« J'ai découvert un esprit de corps propre aux armées »,* se réjouit Marion. Cette cohésion permet de tenir le coup face à la densité des cours. *« Nous restons assis huit heures par jour à apprendre la réglementation, les modes d'opération de nos adversaires, les processus d'habilitation... Et nous revenons réviser le week-end puisque, sécurité oblige, nos fiches ne peuvent quitter l'enceinte du fort »,* ajoute-t-elle. Vient ensuite le temps du stage pratique où les agents découvrent le métier de terrain : photographier une cible discrètement, réaliser une filature ou un entretien pour récolter des informations. Les militaires, eux, passent un dernier oral pour obtenir, enfin, leur lieu d'affectation.

Investigations sur le terrain

Les enquêteurs sont dès lors envoyés sur leur zone de

¹ Confinement de 2020, lié à la pandémie de la Covid-19.



responsabilité. *« Moi qui avais l'habitude d'être habillé en treillis et d'avoir des horaires fixes, me retrouver en costume dans ma voiture avec une totale autonomie : ça m'a fait bizarre ! »*, s'amuse Paul. Avec Marion, ils interviennent principalement dans les entreprises de défense. Certaines, notamment les grands groupes, détiennent des informations classifiées. Elles doivent donc être habilitées, avec toute la réglementation que ce statut implique. *« Nous les conseillons sur les mesures de sécurité obligatoire, leur délivrons des autorisations et menons des entretiens d'habilitation pour leur personnel »*, précise le jeune agent.

Protéger les fournisseurs de ces industries s'avère tout autant nécessaire. Ils possèdent, eux aussi, des savoir-faire critiques ou uniques. *« Nous les sensibilisons sur les potentielles menaces et réalisons*

des points réguliers sur la santé de leur entreprise. Car un sous-traitant qui ferme, c'est une vulnérabilité pour un industriel. Encore plus si la société est rachetée par un concurrent étranger », atteste Marion.

Déceler des schémas malveillants

Les entreprises signalent également à la DRSD des actions ou des comportements suspects. Imaginons : un collaborateur d'un industriel se fait dérober son ordinateur portable. Un autre employé de la même société déclare le vol de son PC sur le site de Rohan et un autre sur le site de Tarbes. *« Nous nous rendons compte qu'il y a un programme visé par des acteurs malveillants, indique Marion. Nous menons l'enquête et faisons remonter toutes les informations à la direction centrale de la DRSD, chargée d'analyser les données récoltées. »* En plus du volet économique,

Paul veille à la contre-ingérence des forces. Dans ce cadre, il a été déployé en opération extérieure pour protéger les troupes présentes dans le pays concerné. *« Par exemple : récupérer du renseignement dans une ville du Proche-Orient où un convoi militaire français doit passer afin d'éviter toute attaque »*, témoigne-t-il.

Après 20 ans dans le service, l'inspecteur n'a pas vu défiler les années : *« Ici, la routine n'existe pas. »* *« Nous rencontrons des gens passionnés par leur métier – de l'ingénieur au technicien, en passant par le directeur financier »*, confirme Marion. Alors que nous quittons le fort de Vanves, les portes se referment sur les bureaux fraîchement rénovés. Derrière l'enceinte sécurisée, des hommes et des femmes veillent, invisibles et déterminés.

Laura Garrigou

GUERRE EN UKRAINE

et exploitation du

RENSEIGNEMENT

MILITAIRE

Par la rédaction

Suivi de la situation sur le front, analyse des armements, évaluation de la régénération de l'armée russe à l'horizon 2030... Les agents de la Direction du renseignement militaire (DRM) décortiquent quotidiennement le conflit russo-ukrainien et ses implications au sein d'un « plateau » dédié. Plongée au cœur de la production d'une information essentielle pour comprendre et agir.

Ce matin, le colonel Mathieu¹ appelle ses troupes à la vigilance. Chef du « plateau » de la DRM chargé de la zone englobant notamment la Russie et l'Ukraine, l'officier supérieur est calme et posé. Autour de lui, dans cette salle du ministère des Armées et des Anciens combattants où trônent des ordinateurs classifiés, une vingtaine de militaires de tout grade et une dizaine de civils. Tous debout. Leur mission : *brief* le colonel, cartes militaires sur grand écran à l'appui, sur les opérations survenues dans la nuit, sur la « dynamique de la ligne de front » et sur les possibles évolutions de l'offensive russe en Ukraine. On y parle de « harcèlement permanent », « gains territoriaux » ou « taux d'interception » de missiles...

lancée en 2022, cette proximité apporte réactivité et efficacité à la production du renseignement militaire. « Nos équipes voient tous les jours l'utilité de leur travail, glisse le colonel Mathieu : leurs notes de renseignement viennent éclairer les prises de décision du Président de la République, du ministre des Armées et du chef d'état-major des armées (CEMA). Bien souvent, nous allons brief le CEMA ou le cabinet du ministre avec notre directeur. » Ces informations appuient aussi les opérations des forces armées sur le terrain. Même en l'absence de déploiement de troupes françaises en Ukraine, « la DRM fournit aux Ukrainiens le renseignement qui leur permet de se défendre », a cependant indiqué le Président de la République en 2022.

Travail d'orfèvre

Sur le plateau, Raphaël¹ prend la parole. Il est « officier recherche ». En clair, c'est lui qui pilote l'orientation des capteurs techniques, humains et partenariaux. Il détaille

¹ Les prénoms ont été modifiés pour des raisons de sécurité.



La Direction du renseignement militaire a trois missions : décrypter le chaos du monde, préparer la décision de nos autorités politiques et militaires, et préparer l'action.

les manœuvres en cours et fait le point sur les projets envisagés. Une mission capitale. *« L'officier recherche est une sorte d'orfèvre, un horloger du renseignement militaire, explique le colonel Mathieu. Il agit comme une cellule de recherche et développement chargée d'élaborer la combinaison de capteurs qui répondra le mieux à nos besoins. »*

Pour démasquer un poste de commandement russe en Ukraine, par exemple, l'officier recherche peut s'appuyer sur des sources humaines ou sur des équipements souverains dont dispose la DRM : des capteurs électromagnétiques (les satellites Ceres pour intercepter des communications ou capter les signaux des radars militaires) ou des capteurs image (les photos des satellites CSO). Le renseignement peut aussi être apporté par de petits génies du cyber. *« Cette palette d'outils nous permet de produire le renseignement le plus précis possible et de livrer notre propre appréciation de situation », confie Raphaël.*

Un long travail en amont est souvent nécessaire pour dénicher le bon renseignement au bon moment. *« C'est ce coup d'avance qui nous permet de découvrir des pépites², note l'officier recherche. Parfois, nous avons maintenu un dispositif durant des mois, voire des années, en ayant la conviction que c'était utile. Et au final, ça paye ! »* Pour des raisons évidentes de confidentialité, il n'en dira pas davantage... Pour démultiplier son action, la DRM

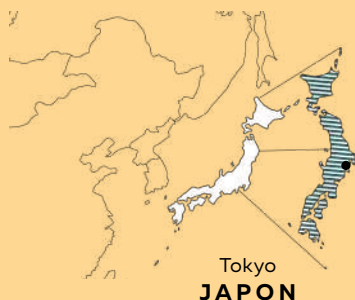
s'appuie sur les unités de renseignement du ministère des Armées et des Anciens combattants. Ce travail d'équipe permet de mener des projets d'envergure, comme l'évaluation de la capacité de régénération de l'armée russe en 2030, une priorité pour la DRM. Pour compléter son analyse, le plateau travaille au quotidien en lien avec ses partenaires français et étrangers, avec lesquels il échange du renseignement. Une relation bilatérale, toujours transactionnelle, sur le modèle du troc.

En direct au journal de 20 heures

Au bout de ce cycle, l'analyste intègre et exploite toutes les données recueillies dans Escrim, la nouvelle application renseignement de la DRM dopée à l'IA. En les confrontant avec celles déjà existantes, il rédige une note de renseignement avec la mention « Secret ». Afin de protéger les accès humains et techniques du service, seules les personnes habilitées et disposant du « besoin d'en connaître » pourront en prendre connaissance.

Certains éléments peuvent exceptionnellement être rendus publics. Comme ce 5 mars 2025 lors de l'allocution télévisée du Président de la République sur la menace russe : les visuels diffusés provenaient des synthèses fournies à l'Élysée par les agents de la Direction du renseignement militaire. ■

² Des renseignements de première qualité.



Après le 8 mai 1945, la guerre se poursuit en Extrême-Orient et dans le Pacifique. La capitulation japonaise est annoncée quelques mois après, le 15 août. Pourtant, la reddition sera seulement signée le 2 septembre, dans la baie de Tokyo. Plusieurs semaines seront nécessaires pour réunir les commandants des forces japonaises dispersées sur un gigantesque théâtre d'opération.

Par le capitaine Anne-Claire Pérédo

IL Y A 80 ANS, LE JAPON SIGNAIT L'ACTE DE REDDITION

Signature de la reddition du Japon à bord de l'USS *Missouri*, dans la baie de Tokyo, le 2 septembre 1945.
À la table, le ministre des Affaires étrangères japonais Namoru Shigemitsu. Au micro, le général MacArthur. De dos, des personnalités militaires, dont le général Leclerc.



a capitulation du III^e Reich, le 8 mai 1945, marque pour les Européens la fin de la Seconde Guerre mondiale. « La guerre qui se déroule depuis 1937 en Extrême-Orient et sur le théâtre du Pacifique, entre 1941 et 1945, perçue comme un face-à-face nippo-américain, tend à s'effacer de la mémoire collective, explique Pierre Journoud, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paul Valéry, à Montpellier. Pourtant, non seulement les plus grandes batailles aériennes de toute l'Histoire s'y sont déroulées, mais l'occupation de l'Extrême-Orient par les Japonais, soucieux de réunir à leur profit la « Grande Asie orientale », a directement contribué à la dislocation des empires coloniaux, tout particulièrement en Indochine¹. »

Comme ses alliés allemands et italiens, l'empire du Soleil levant justifie son expansion par une doctrine ultranationaliste institutionnalisée au début du XX^e siècle. C'est la doctrine conceptualisée plus tard sous le nom de *hakkō ichiu*². Dès 1931, le Japon envahit la Mandchourie³, puis la partie orientale de la Chine, à partir de 1937. Le Japon occupe ensuite une partie de l'Indochine française, la Malaisie, la Birmanie, les Philippines et les Indes orientales néerlandaises. Au summum de sa puissance, le Japon va jusqu'à bombarder Pearl Harbor⁴, le 7 décembre 1941. Une attaque qui provoque l'entrée en guerre des États-Unis.

Après deux bombes nucléaires, le Japon capitule

En 1942, le Japon contrôle un espace d'environ huit millions de kilomètres carrés. Les États-Unis lancent une contre-offensive vers le Pacifique central et les Philippines. Des milliers de bombes tombent à partir de 1944. Mille six cents tonnes de bombes foudroient ainsi Tokyo en mars 1944. La lutte des Japonais ne faiblit pas, malgré des ressources et une économie de guerre fragilisées – voire

insuffisantes. Après le 8 mai 1945, le Japon refuse la demande de reddition formulée par les Alliés. « L'armée impériale reste forte de près de deux millions de soldats et se prépare à une bataille décisive », poursuit Pierre Journoud. Le Président Harry Truman décide alors de recourir à l'arme nouvelle, au lieu de suivre le plan de débarquement terrestre élaboré en 1944. En plus de réduire à néant l'opposition nippone, il veut aussi éviter toute manœuvre soviétique en Extrême-Orient. La guerre froide se profile. Une première bombe atomique est larguée le 6 août sur Hiroshima. Trois jours plus tard, « faute de réponse du gouvernement, une seconde bombe atteint Nagasaki », atteste l'historien.

De la diplomatie à la force

Le 2 septembre 1945, à bord de l'USS Missouri dans la baie de Tokyo, le général Douglas MacArthur préside la cérémonie. Il est accompagné par des représentants de toutes les armées alliées, dont le général Philippe Leclerc. Cette présence s'explique par la résistance connue des troupes françaises en Indochine contre l'occupation japonaise. Le général MacArthur accueille les représentants japonais, qui gagnent le navire américain depuis une vedette. Les jaquettes côtoient les uniformes.

La signature ne dure que dix minutes – en silence. Celui-ci est rompu par le vrombissement d'une myriade d'avions convergeant vers les terres. Quatre cents navires prennent le relais et naviguent vers les côtes. Enfin, une centaine de péniches accostent les plages de la baie de Tokyo : les Américains foulent le sol ennemi. Le même jour, Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam, au grand dam des autorités françaises.

L'occupation japonaise de 1940 à 1945, induite par la guerre du Pacifique, a affaibli la présence française en Indochine et créé →

¹ Pierre Journoud, « La fin de la guerre du Pacifique », in *Les Chemins de la Mémoire*, numéro 154, octobre 2005.

² En japonais, les « huit coins du monde sous un seul toit. »

³ Vaste territoire au nord-est de la Chine.

⁴ Base américaine située dans l'archipel d'Hawaï.

Avril 1945 :
les pertes américaines s'élèvent à 1 000 morts par jour dans le Pacifique

8 mai 1945 :
signature de la reddition allemande

6 et 8 août 1945 :
bombardement de Hiroshima et de Nagasaki

15 août 1945 :
annonce de la capitulation par l'empereur japonais Hirohito

2 septembre 1945 :
reddition officielle japonaise

Le saviez-vous ?

MacArthur signe avec six porte-plume dont il fera don à six de ses généraux.

un contexte favorable à la prise de pouvoir par le Vietminh. Pierre Journoud développe : « Pendant que la France s'enfonce dans le conflit en Indochine [...], les États-Unis imposent leur paix au Japon. Les mesures punitives



Pendant que
la France s'enfonce
dans le conflit
en Indochine, les
États-Unis imposent
leur paix au Japon

Pierre Journoud,
docteur en Histoire

– occupation, désacralisation de l'empereur, jugement des criminels de guerre [...] – sont rapidement balayées par une politique de démocratisation, marquée par l'adoption d'une nouvelle constitution. » ■

Lors des cérémonies de capitulation du Japon à bord de l'USS Missouri, dans la baie de Tokyo, le 2 septembre 1945



ASSURANCE PERTE DE REVENUS

1,40 €/mois ⁽¹⁾

pour une indemnité mensuelle
déclarée de 100 € brut ⁽²⁾

Les + du contrat

- **Couverture des primes récurrentes et/ou de la solde de base, traitement indemnitaire** selon les modules choisis
- **Garanties Perte de Revenus déclenchées immédiatement** en cas d'accident ou de maladie ⁽³⁾
- **Des modules à souscrire séparément ou ensemble** pour une couverture optimale adaptée à vos besoins
- **Des options à ajouter à vos modules à tout moment selon vos besoins :** Option Spéciale Mission, Indemnité Résident à l'Étranger, Option Garantie Mutation, Option Rachat Exclusion
- **Prise en charge de la blessure psychique (État de Stress Post Traumatique)** pour les militaires
- **Absence de questionnaire de santé** pour les militaires âgés de moins de 28 ans



**Obtenez rapidement un tarif en réalisant
un devis en ligne.**

Groupe **AGPM**
L'Expert Prévoyance Militaire

agpm.fr
32 22*



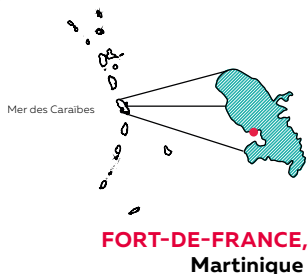
⁽¹⁾ Tarif applicable jusqu'au 31/12/2025

⁽²⁾ Militaire de 18 ans souscrivant le module 2

⁽³⁾ Garanties immédiates en cas de maladie à condition d'avoir souscrit un contrat Assurance Perte de Revenus avant le 31 décembre de l'année de votre 27^e anniversaire. Si cette date est dépassée lors de la souscription, le délai d'attente avant la prise d'effet des garanties en cas de maladie est de 6 mois.

*Depuis la France métropolitaine et DROM (service gratuit + prix d'un appel) ou le + 33 4 94 61 57 57 depuis les POM, COM et l'étranger.





Pour lutter contre le trafic de stupéfiants dans la mer des Caraïbes, la Marine nationale traque au quotidien les *go fast*, ces embarcations rapides qui transportent des cargaisons de drogue vers les États-Unis ou l'Europe. Immersion exclusive à bord d'une frégate.

Mission Narcops

Texte : Yuri Maldavsky

Mai 2025. Une frégate de surveillance de la Marine nationale basée à Fort-de-France, en Martinique, vit ses derniers instants d'effervescence avant l'appareillage prévu à dix heures. La centaine de membres d'équipage arrive au compte-gouttes depuis l'aube. À sept heures du matin, le soleil brûlant use déjà le pont de ce navire de guerre, en service depuis 1994. La chaleur et l'humidité s'entremêlent fortement dans ce coin de la mer des Caraïbes – une fournaise qui fait presque suinter le bâtiment militaire. Nous nous apprêtons à quitter le port pour une destination encore tenue secrète. Les marins, qui passent un à un la coupée¹, semblent tous ressentir une excitation particulière ; ils partent en mission Narcops². Il s'agit de traquer et d'intercepter des *go fast* – de petites embarcations rapides dotées de moteurs gonflés à bloc, capables d'acheminer de la drogue en provenance des pays producteurs du sud du continent américain vers l'Europe et l'Amérique du Nord – et ceci, en un temps record. Une mission de la plus haute importance pour la Marine française.

Quand j'embarque à mon tour sur la frégate de la classe Floréal, un parfum particulier, connu et lointain me parvient. Une sensation de déjà vu, un souvenir d'une autre époque où j'étais

matelot sur un chasseur de mines, il y a plus de trente ans, l'âge presque exact de cette frégate. C'est avec excitation et enthousiasme que je me présente au capitaine de corvette Matthieu, le commandant du navire – Le *pacha* comme on dit dans la Royale. Il me reçoit au carré commandant. Les fauteuils en velours rouge de cet endroit privilégié me font penser à une vieille photo, une image d'un autre siècle comme tout droit sortie du *Crabe-Tambour*, l'oeuvre de Pierre Schoendoerffer datant des années 1970, et véritable référence pour les officiers de la Marine nationale.

Arrivée des commandos Marine

À huit heures tapantes, on annonce en passerelle qu'un détachement de onze commandos monte à bord – trois spécialistes chargés du pilotage du zodiac d'intervention, dit Etraco³, deux tireurs d'élite opérant depuis un hélicoptère Panther et six hommes de l'équipe d'intervention. Les commandos Marine et l'hélicoptère sont les deux pièces maîtresses de la lutte contre le narcotrafic en mer. Les trafiquants peuvent être armés et dangereux. Pour réagir face à leurs potentielles ouvertures de feu ou autres velléités agressives, l'emploi de ces troupes d'élite des forces spéciales françaises se justifie pleinement. Le premier maître Pierro, suivi de ses hommes, intègre le poste de couchage des commandos.

¹ Ouverture ménagée dans le flanc du navire, permettant d'accéder au pont au moyen d'une échelle.

² Opération de lutte contre le narcotrafic maritime.

³ Embarcation de transport rapide pour commandos.



En alerte 7 jours sur 7

Un navire d'alerte est en mesure d'agir 24 heures sur 24 pour repérer et intercepter tout type d'embarcation transportant des stupéfiants.

Cet homme de 38 ans, qui doit garder l'anonymat pour des raisons de sécurité, a obtenu son bérêt vert de commando Marine, il y a plus de 15 ans. Il a combattu en Afghanistan, au Sahel, et a également participé à une multitude d'opérations en mer comme son statut de patron des troupes d'assaut l'exige. Après quelques heures de navigation, la frégate a atteint le périmètre dans lequel un grand nombre de *go fast* a été aperçu ces dernières semaines. Le *pacha* m'invite en passerelle, pour suivre un exercice de poursuite durant lequel l'hélicoptère Panther, les commandos Marine et le centre opérationnel, cœur du dispositif, sont mis à contribution. Le commandant adjoint des opérations (comops), le lieutenant de vaisseau Valentin – un grand gaillard de plus d'1,90 m – m'explique le fonctionnement de ce lieu essentiel pour la chasse aux embarcations transportant des stupéfiants.

Issu d'une famille de marins, il me raconte avec un enthousiasme débordant ses premières prises et la manière dont il se sent investi d'une responsabilité morale envers la Nation en interceptant ces *go fast*.

C'est à l'aube du quatrième jour en mer qu'une annonce en passerelle appelle au poste de « visite »⁴. Les commandos Marine sont placés en alerte. Le commandant et le comops s'entretiennent avec le patron Pierro au sujet d'un possible *go fast* aperçu à l'optique. Cette première opération des commandos Marine s'avérera une fausse alerte. Mais un membre des renseignements de l'armée néerlandaise nous a rejoints, ses informations sont formelles : des *go fast* ont quitté des ports sud-américains... Une intervention semble imminente.

⁴ Il s'agit d'une mise en alerte pour une intervention.

→



Intervention des forces spéciales

Un membre des commandos, lors de la mission Narcops. Basé à Lorient, ce détachement est essentiel à la réussite de l'opération.

Détecter, identifier et intercepter

Le lendemain matin, l'hélicoptère Panther s'apprête à décoller. Le capitaine Lionel et son copilote se préparent à une mission périlleuse. Ils rejoignent la plage arrière du navire avec les deux tireurs d'élite, membres des commandos Marine, lourdement armés. Les fusils à lunette pointent à l'arrière de l'hélicoptère, déjà prêt à s'envoler. L'un pour défendre l'engin de l'aéronavale, l'autre, d'un calibre assez imposant de 12,7 millimètres, pour tirer sur les moteurs des potentiels *go fast*, et, ainsi, les immobiliser.

Une annonce en passerelle appelle au poste d'intervention *go fast*. Le patron Piero prend ses ordres au centre de commandement. L'Etraco semi-rigide est mis

à l'eau avec, à son bord, les trois hommes chargés du pilotage et de la navigation. Ces derniers sont accompagnés des six membres de l'équipe d'assaut, menés par le premier maître Piero. Ce commando, à l'allure athlétique et au regard empreint d'une expérience palpable. Il a l'habitude de ce type d'interventions. Il est fier – comme il me le dira plus tard – d'empêcher que cette drogue n'atteigne la métropole.

Chacune de ces interventions est réglée au millimètre. Le comops Valentin m'explique que toute l'action est pilotée depuis le centre opérationnel (CO) du navire. Avec l'appui permanent du pacha, pour prendre des décisions, le CO doit être en contact permanent avec les autorités à Fort-de-France, pour ensuite donner les ordres en cas d'intervention directe sur un *go fast*. Le préfet de Martinique et le commandant des forces armées dans les Caraïbes disposent d'une dérogation du Premier ministre pour décider de l'intervention, et surtout de l'usage de la force pour couper les moteurs de l'embarcation suspecte.

Le saviez-vous ?

En 2024, la Marine nationale a mis la main sur environ 48 tonnes de stupéfiants. Une année record en matière de lutte contre le trafic de drogues. Entre le 1^{er} janvier 2025 et le 15 octobre 2025 64,3 tonnes ont déjà été saisies.



Le cœur du dispositif

La coordination de la mission est assurée par le centre opérationnel de la frégate.

En fin de matinée, alors que la tension est à son comble, l'hélicoptère de la Marine se trouve enfin au contact du *go fast*. En quelques minutes, le pilote place le Panther dans les six heures⁵ de l'embarcation suspecte. L'ordre est donné par le pacha d'effectuer les sommations radio de rigueur avant que le tireur d'élite n'ouvre le feu sur les moteurs. L'Etraco des commandos se tient prêt à intervenir après l'immobilisation des trafiquants. Quelques minutes après que les tirs ont arrêté le *go fast*, le premier maître Pierro intervient avec ses hommes. Cinq trafiquants sont interpellés

et mis en détention très rapidement. Pour le patron de 38 ans, c'est à ce moment que l'adrénaline atteint son maximum, « *On ne sait jamais ce qu'il va se passer.* » L'action menée par la frégate et tous ses membres d'équipage, est une réussite.

Lors de cette intervention, plus de dix tonnes de cannabis ont été interceptées. Quelques jours après, l'équipage mettra également la main sur 780 kg de cocaïne avant son retour au port de Fort-de-France. ■

⁵ Les heures représentent des directions angulaires. Ici, le Panther est derrière l'embarcation.



Succès de l'intervention

Cinq trafiquants et dix tonnes de cannabis ont été interceptés par la Marine nationale lors de cette mission.

À voir



Retrouvez le reportage dans le JDEF « Narcops : lutter contre le narcotrafic maritime ».





Dans le cockpit du Rafale depuis lequel le lieutenant-colonel Kévin Ravetta a pu neutraliser le ballon cible en très haute altitude.

LE JOUR OÙ

« J'ai **tiré sur un ballon** depuis un Rafale »



RENCONTRE AVEC
LE **LIEUTENANT-COLONEL**
KÉVIN,
PILOTE D'ESSAI SUR RAFALE

Pilote d'essai sur Rafale, le lieutenant-colonel Kévin a participé à une campagne expérimentale de tir inédite. Celle-ci a été réalisée après le dévoilement de la stratégie des armées pour la très haute altitude (THA) au salon du Bourget. Quinze minutes pour le tir d'une vie... Une prouesse technique rendue possible par une culture de l'engagement permanent et un travail collaboratif. Plus qu'une mission, une première sur laquelle l'aviateur revient.

— En 2023, après l'incident des ballons espions aux États-unis, vous intégrez un groupe de travail restreint pour examiner la

capacité française à réagir si le pays devait, demain, être confronté à une menace similaire. En quoi a consisté cette collaboration ?

Lieutenant-colonel Kévin :

Cette réflexion s'est inscrite dans une démarche pluridisciplinaire et a mobilisé les radars au sol, les radars embarqués et la météorologie. Nous devons comprendre le mouvement des vents à très haute altitude, dans laquelle se situe ce type de menace. Détruire un objet volant, comme un ballon chinois en THA, oblige à manœuvrer dans deux espaces aériens différents, car les avions de chasse ne peuvent pas évoluer dans cette zone. Nous devons répondre aux questions suivantes. Tout d'abord, les moyens du Rafale sont-ils suffisants pour détecter la cible en THA ? Ensuite, le missile est-il capable de l'atteindre ? Les réponses ont été positives. En moins de trois mois, deux campagnes d'essai ont été conduites en commun entre la Direction générale de l'armement (DGA) et le Centre d'expertise aérienne militaire (CEAM), dont j'étais le représentant pour la partie « essai en vol ». Avec l'ingénieur Arnaud Prost, spationaute réserviste des armées au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA, pour *European Space Agency*), nous avons rédigé un rapport initial d'essai transmis ensuite à l'échelon ministériel.

— **Après ces deux campagnes, vous participez à la dernière étape de cette étude : le tir de démonstration en juin 2025. Comment s'est passé le jour J ?**

Nous disposions d'un seul créneau de tir sur une fenêtre de quinze minutes, il fallait donc être rapide et précis. La zone de tir localisée en Atlantique a été « blanchie », c'est-à-dire que tous les navires ont été évacués car il existe toujours un risque dans un tir d'armement. Un ballon cible, conçu par le Centre national d'études spatiales (Cnes), a été lâché depuis un bateau. Son positionnement en altitude devait être exact, mais la vitesse de montée fut finalement plus élevée que prévu. Le tir a eu lieu tôt le matin ; nous devons tirer vers l'est et face au soleil. Enfin, les ballons cible étaient plus petits que ceux utilisés par la Chine. Ajouter cette complexité était un parti pris de notre part. Si nous étions capables de faire plus petit, nous serions alors capables de faire plus grand.

— **De quelle manière avez-vous dépassé cette superposition de difficultés pour ce tir, le plus haut jamais effectué ?**

Ce n'était pas un tir facile, c'est sûr. Avec des ingénieurs de la DGA EV¹, nous, aviateurs du CEAM, nous avons conçu une procédure de tir réalisable par n'importe quel pilote opérationnel. Encore une fois, la question était de savoir comment mettre en œuvre le missile pour neutraliser la cible en THA. Il fallait se rapprocher le plus possible de la cible pour donner le plus de chance possible au missile de la détecter. Or, à cette altitude, la faible densité de l'air rend la maîtrise du missile

plus compliquée. Il faut lui donner de l'énergie en exécutant un cabré de l'avion, suivi d'une accélération supersonique très consommatrice de carburant. Pour cette raison, les passes de répétition étaient limitées le jour J. Nous avions deux Rafale pour ce tir : à bord de mon aéronef, j'étais accompagné par un navigateur et j'étais chargé de la mise en œuvre de l'armement.

— **Vous qui rêviez, enfant, de devenir pilote de chasse, que ressentez-vous après avoir participé à ce projet ?**

Je ressens beaucoup de fierté d'avoir pu apporter mon expérience à cette campagne qui illustre l'importance de la préparation. Elle nous permet d'être prêts et de trouver des solutions aux défis qui s'imposent. J'ai la chance de réaliser cette mission à bord du Rafale qui est, je pense, l'un des meilleurs avions au monde dans le domaine du combat aérien. Grâce à son ordinateur embarqué, le pilote se concentre plus sur la mise en œuvre des armements et l'analyse de la situation tactique que sur les actions de pilotage. C'est d'autant plus important qu'il est soumis à une remontée d'informations constante. Pour une mission comme celle-ci, cette capacité est primordiale. ■

◇ Recueilli par le **capitaine Anne-Claire Pérédo**

¹ Essai en vol.

L'ARCTIQUE : nouveau théâtre de compétition stratégique

Propos recueillis par **Kévin Savornin**



RENCONTRE AVEC LE
**CAPITAINE DE FRÉGATE
JÉRÉMY BACHELIER.**
CHARGÉ DES QUESTIONS
AÉROMARITIMES AU SEIN
DE LA DGRIS

Fonte accélérée de la banquise, ouverture de nouvelles routes maritimes, rivalités entre grandes puissances... L'Arctique concentre aujourd'hui toutes les tensions d'un monde en recomposition. Alors que le ministère des Armées et des Anciens combattants vient de publier sa première stratégie de défense dédiée à cette région, le capitaine de frégate Jérémie Bachelier, chargé des questions aéromaritimes au sein de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), décrypte les enjeux et les ambitions françaises dans le Grand Nord.

— Pourquoi l'Arctique est-elle en pleine mutation et attise-t-elle autant de convoitises ?

Capitaine de frégate Jérémie Bachelier :

Le réchauffement climatique y progresse deux fois plus vite que la moyenne mondiale. La fonte accélérée de la banquise ouvre désormais des routes maritimes autrefois impraticables. La route du Nord-Est, qui longe les côtes russes, permet de relier l'Asie à l'Europe en réduisant de près de 40 % le temps de navigation par rapport à la voie traditionnelle via le canal de Suez. Le passage du Nord-Ouest, qui traverse l'archipel canadien, ouvre quant à lui une alternative entre

Atlantique et Pacifique, longtemps bloquée par les glaces. Dans le même temps, les ressources minérales, énergétiques et halieutiques, jusqu'ici inaccessibles, suscitent des convoitises grandissantes. L'Arctique devient ainsi un espace de compétition stratégique où s'investissent non seulement les pays riverains, mais aussi des puissances extérieures désireuses d'y projeter leur influence et d'y défendre leurs intérêts.

— Quels acteurs y sont présents aujourd'hui ?

La Russie modernise ses bases, renforce ses capacités militaires et déploie une flotte unique de brise-glace nucléaires. La Chine se revendique par



ailleurs « État quasi arctique » depuis 2018 et y multiplie les initiatives diplomatiques, scientifiques et économiques pour accroître son influence. Les États-Unis, enfin, réaffirment leur intérêt stratégique pour l'Arctique, comme en témoigne le renforcement de leur présence dans cette région, leurs ambitions capacitaires dédiées à cette région et la mise à jour, en 2024, de leur stratégie de défense en Arctique.

D'autres puissances s'y affirment. Le Royaume-Uni a ouvert une base en Norvège, en 2023, et mène des missions ISR* en Finlande. Le Canada, qui a fait de l'Arctique une priorité sécuritaire dans sa stratégie de 2024, investit lourdement pour sécuriser le passage du Nord-Ouest. La Norvège, pionnière en la matière, a adopté dès 2020 une stratégie arctique et a élevé le niveau d'alerte de ses forces armées après l'invasion de l'Ukraine. La Finlande et la Suède, désormais membres de l'Otan, renforcent aussi progressivement leurs capacités.

Quels sont les objectifs de la France dans cette région ?

Les objectifs stratégiques de la France reposent sur trois piliers. D'abord, contribuer à la stabilité régionale, en affirmant une position claire en faveur d'un Arctique pacifique et fondé sur le droit international. Ensuite, préserver la liberté d'action dans les espaces communs d'intérêt stratégique,

**Intelligence, Surveillance and Recognition, en anglais, pour Renseignement, surveillance et reconnaissance.*

Le saviez-vous ?

La France en Arctique : une présence ancienne

La France est présente en Arctique depuis 1963, à travers ses programmes scientifiques, son statut d'observateur au Conseil de l'Arctique et les entraînements réguliers de ses forces armées en milieu polaire. Les récentes évolutions, tant climatiques que géopolitiques, ont désormais des répercussions directes sur la sécurité de la France et de l'Europe.



qu'ils soient aériens, maritimes, sous-marins ou spatiaux. Enfin, développer une capacité autonome à opérer dans et depuis l'Arctique, y compris dans un contexte dégradé, en adaptant nos forces aux contraintes climatiques de l'environnement polaire, en y renforçant nos moyens de connaissance et de surveillance, et en consolidant nos coopérations capacitaires avec nos alliés pour répondre aux défis militaires, logistiques et technologiques spécifiques à cette région.

Zoom

Qu'appelle-t-on l'Arctique ?

L'Arctique regroupe les territoires situés au nord du cercle polaire (66°33' nord). Cela inclut l'océan Arctique et ses abords maritimes, mais aussi les zones nordiques des huit pays riverains : États-Unis (via l'Alaska), Canada, Danemark (via le Groenland), Islande, Norvège, Suède, Finlande et Russie.

— Cette stratégie est-elle une réaction aux ambitions américaines, russes ou chinoises ?

Elle ne répond pas à une déclaration ou à une actualité ponctuelle. Elle s'inscrit dans un contexte global de recomposition stratégique et fixe quatre grands enjeux : la solidarité avec nos alliés, la liberté d'action en Atlantique Nord, la sécurisation des routes et de l'accès aux ressources, ainsi que la protection des citoyens, des intérêts nationaux et des espaces communs.

— Quel rôle jouent l'Otan et, plus largement, nos partenaires européens et nordiques ?

Sept des huit États arctiques sont désormais membres de l'Alliance. L'Otan est donc le cadre naturel pour renforcer l'interopérabilité, intensifier les exercices multinationaux et développer des capacités adaptées aux contraintes polaires, encore plus depuis l'intégration de la Finlande et de la Suède. Au-delà de l'Otan, tous les pays du Nord

renforcent leur posture : les États-Unis multiplient les accords et les investissements, le Royaume-Uni a ouvert une base en Norvège, le Canada s'est doté en décembre 2024 d'une stratégie spécifique, tandis que la Norvège, la Suède et la Finlande intensifient le développement de leurs capacités et leurs partenariats. L'Union européenne, avec sa stratégie arctique de 2021, rejoint par ailleurs les priorités françaises dans cette région.

— **La France, géographiquement éloignée de l'Arctique, a-t-elle les moyens d'opérer dans cette zone ?**

Elle dispose déjà d'un socle solide. La Marine nationale engage régulièrement des bâtiments aptes à la navigation en eau froide, que ce soit en Atlantique Nord ou dans le Grand Nord, dans le cadre de missions de souveraineté, de présence ou de coopération. Plusieurs A400M de l'armée de l'Air et de l'Espace ont également validé leur capacité à opérer depuis des pistes glacées au Groenland ou au Canada, et ce jusqu'à -35 °C. Les forces terrestres, et en particulier les chasseurs alpins, disposent de matériels adaptés et d'un savoir-faire consolidé pour les milieux polaires, éprouvés à l'occasion d'exercices menés avec l'Otan, tels que *Nordic Response*, et lors des coopérations bilatérales avec plusieurs partenaires nordiques.



L'Arctique n'est pas une frontière lointaine, mais un espace stratégique aux enjeux multiples

— **Pourquoi la stratégie mentionne-t-elle le spatial ?**

Parce que l'Arctique est une zone difficile d'accès, les infrastructures y sont limitées et les communications compliquées. Le spatial est donc indispensable pour observer, communiquer et assurer la sécurité dans la région. Les contraintes techniques liées aux hautes latitudes nécessitent parfois des moyens dédiés, mais les constellations issues du *New Space* ouvrent aujourd'hui de nouvelles solutions. La France veut garantir son autonomie, développer des coopérations utiles – comme celle avec la station de Kiruna

en Suède – et renforcer sa surveillance spatiale dans ces zones, ce qui améliore aussi notre compréhension globale du milieu spatial.

— **Quelles sont les prochaines étapes ?**

La stratégie fixe le cap : positionnement stratégique affirmé, coopération internationale renforcée, investissement capacitaire accru. Elle doit maintenant se traduire en feuille de route et en plan d'action concret. Pour la France, l'Arctique n'est pas une frontière lointaine, mais un espace stratégique aux enjeux multiples : ce qui s'y joue aujourd'hui aura des conséquences directes demain sur la sécurité et l'autonomie stratégique de l'Europe. ■

CND : des armées plus **efficaces** et **réactives**



LE GÉNÉRAL DE CORPS
D'ARMÉE ERWAN ROLLAND,
COMMISSAIRE AU NUMÉRIQUE
DE DÉFENSE

Par **Ella Micheletti-Huertas**

Le Commissariat au numérique de défense (CND) a été créé le 1^{er} septembre 2025. Opérateur unique, placé sous l'autorité directe du ministre des Armées et des Anciens combattants, il a pour mission de rassembler les structures numériques existantes pour décupler l'efficacité et la réactivité des armées françaises.

Avec un budget de près de 20 milliards d'euros consacré par la Loi de programmation militaire 2024-2030, le numérique est l'une des grandes priorités du ministère des Armées et des Anciens combattants. Le 1^{er} septembre 2025, la création d'un organisme placé sous l'autorité directe du ministre des Armées en est une illustration. Le Commissariat au numérique de défense rassemble toutes les structures et compétences numériques ministérielles existantes afin d'améliorer la fluidité et la réactivité des armées françaises.

Une composition optimale

Le CND regroupe désormais dans un seul opérateur les forces de la Direction générale du numérique et des systèmes d'information et de communication (DGNUM), celles de la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense (Dirisi) et celles de l'Agence du numérique de défense (AND). Le CND est réparti entre les sites de Balard et du Kremlin-Bicêtre pour son échelon de direction, mais il reste présent pour appuyer les forces françaises

sur tout le territoire national – en métropole comme en outre-mer – et à l'étranger.

À la tête de cet organisme : le général de corps d'armée Erwan Rolland. Nommé commissaire au numérique de défense, lors d'un conseil des ministres, il a pris ses fonctions à compter du

1^{er} septembre. *« La mission principale de la DGNUM était de conduire la politique du numérique au niveau du ministère, celle de l'AND était de concevoir une partie des outils numériques du ministère. Et la mission de la Dirisi était la mise en œuvre du numérique au profit du ministère. Ces trois missions sont fusionnées au sein de ce Commissariat au numérique de défense qui regroupe l'échelon politique, conception et mise en œuvre », explique-t-il. Auparavant, l'organisation autour du sujet du numérique s'était révélée « très segmentée. La nouvelle organisation doit permettre de gagner en agilité et en réactivité. »*

Différentes missions

Trois missions principales sont dévolues au CND. Tout d'abord, l'appui numérique aux opérations. Cela signifie que le CND apporte à l'État-major des armées *« un appui numérique pour que les armées puissent conduire les opérations en tout temps et en tout lieu »*, précise le général Rolland. Et d'ajouter : *« Notre deuxième mission est d'appuyer le fonctionnement courant de notre ministère, et de favoriser sa transformation par le numérique et pour le numérique. La troisième mission est d'appuyer la construction du système de combat de demain autour du numérique et de la donnée. »* Ces missions se justifient au regard du contexte géopolitique instable et de la résurgence des conflits, notamment sur le sol européen. Le général Rolland souhaite, à ce titre, que le CND porte *« un véritable choc de simplification dans la gouvernance ministérielle du*

numérique, et que cela se traduise par beaucoup plus d'agilité, de réactivité dans la façon dont nous dispensons les solutions numériques. »

Un acteur puissant et unique



Le CND est
considéré comme
le premier
intranet militaire
européen

Le CND emploie 6 745 hommes et femmes, 55 % de militaires et 45 % de civils. Son enjeu premier est *« d'attirer les talents et les compétences dans le domaine du numérique. C'est un secteur très convoité et très concurrentiel »*, observe le général Rolland, qui entend porter *« un changement important en matière d'attractivité et de recrutement. »* Les effectifs ont vocation à augmenter de

5 % par an d'ici à 2030, soit un recrutement de plusieurs dizaines de personnes chaque année. Le but est de parvenir à recruter aussi bien des militaires que du personnel civil.

Pour l'heure, le CND gère plus de 2 000 systèmes d'information et de communication et 220 projets numériques complexes sont en cours, pour 530 000 interventions par an (24h/24 et 7j/7). Il peut ainsi être considéré comme le premier intranet militaire européen et comme un outil particulièrement pertinent pour soutenir la souveraineté et l'autonomie stratégiques de la France. ■

ZoOm

Le CND en chiffres

- **1^{er} intranet militaire européen**
- **220 projets numériques en cours**
- **1,3 milliard d'euros investis chaque année**



INNOVER pour les **forces**

Par le capitaine **Anne-Claire Pérédo**

Le Forum innovation défense (FID) est organisé par l'AID¹, la DGA² et la DCoD³ avec les forces armées. Il rassemble, tous les deux ans, des milliers de visiteurs et d'experts. À l'occasion de la cinquième édition, du 27 au 29 novembre prochains, à Paris, l'ingénieur général de l'armement Patrick Aufort présente cet événement.



RENCONTRE AVEC
L'INGÉNIEUR GÉNÉRAL
DE L'ARMEMENT
PATRICK AUFORT,
DIRECTEUR DE L'AID

— Le FID est un rendez-vous incontournable pour découvrir les grands projets de défense. Quel en est l'enjeu ?

Se rendre au Forum, c'est découvrir l'innovation sous ses formes multiples, de la haute technologie au *low tech*. C'est aussi comprendre que la politique d'innovation de défense, menée par le ministère, vise à développer un terreau fertile dans ce domaine.

L'innovation est le fruit d'un effort et d'une prise de risques commune. Pour cela, le FID réunit les acteurs de l'écosystème innovation autour de projets portés par le ministère des Armées : *start-up*, PME, investisseurs, partenaires internationaux, industriels, institutionnels, instituts de recherche, étudiants. De plus, lors du Forum, les résultats du programme *Radar*, suite de la *Red Team Défense*, seront présentés. Le but : garantir aux forces armées les capacités dont elles ont et auront besoin. Lieu d'expériences immersives, le FID constitue un carrefour de rencontres entre professionnels de la défense et industriels autour des enjeux actuels : l'espace, les grands fonds marins, le quantique, l'intelligence artificielle ou encore les vecteurs autonomes...

Pour les entreprises qui pensent que leur projet a un intérêt, un espace est prévu avec les équipes⁴ de l'AID.

— Quelles sont les grandes innovations de cette année ?

Une centaine de projets sera présentée sous la forme de cinq quartiers. Le premier démontrera la manière dont le ministère cherche à maîtriser les nouveaux champs de conflictualité : espace exo-atmosphérique, grands fonds marins, très haute altitude, champ informationnel ou cyberspace. Pour y faire face, il ne suffit pas de s'adapter : il faut anticiper les technologies transformant le champ de bataille. C'est l'enjeu du deuxième quartier. Le troisième se consacre à la résilience pour asseoir la continuité des opérations : projets de formation, de maintien en condition opérationnelle, logistique, santé du combattant. Le quatrième quartier est dédié aux méthodes du ministère pour expérimenter et orienter la conception projet. Le cinquième, quant à lui, mettra en valeur l'écosystème d'innovation qui, fédéré par l'AID, se mobilise pour accélérer l'innovation. ■

¹ Agence de l'innovation de défense.

² Direction générale de l'armement.

³ Délégation à l'information et à la communication de la défense.

⁴ Dont le guichet unique.



MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FID

2025 FORUM INNOVATION DÉFENSE

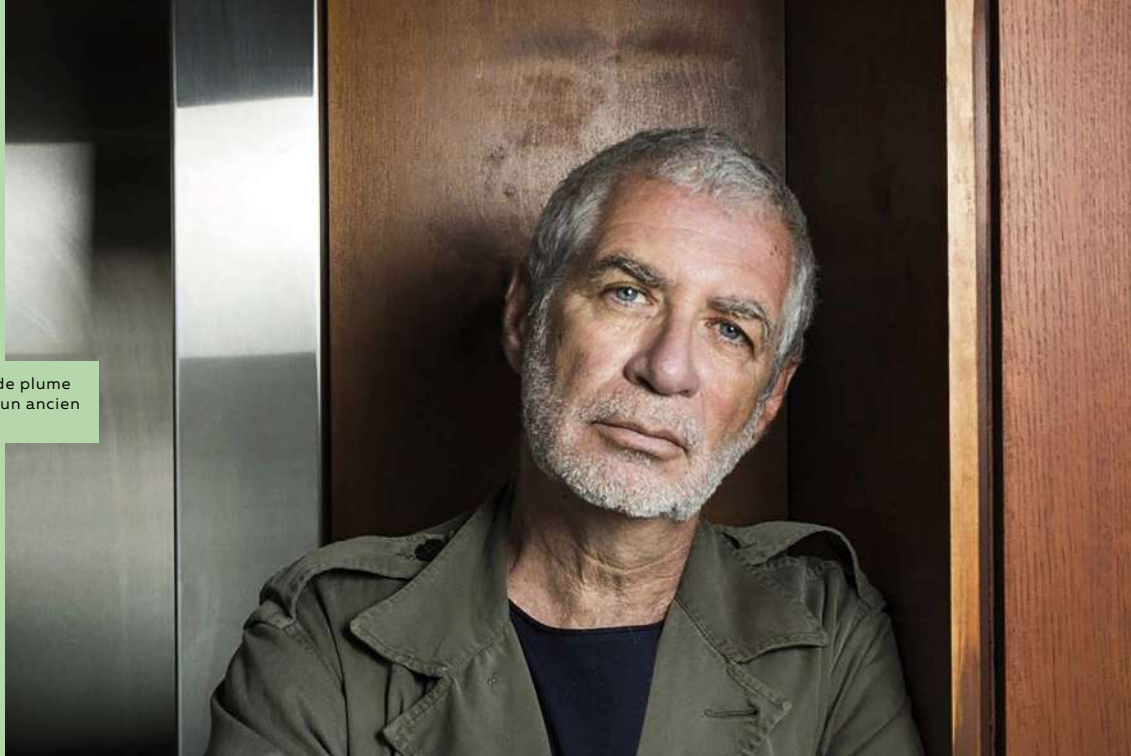
Pour s'inscrire :



27 | 28 | 29 NOV.
PARIS EXPO
PORTE DE VERSAILLES
PAVILLON 2.2



Victor K est le nom de plume de Vincent Crouzet, un ancien agent de la DGSE.



« J'ai utilisé une **couverture d'écrivain** pour continuer à voyager »



RENCONTRE AVEC **VINCENT CROUZET,**
ÉCRIVAIN

Pendant plus de 20 ans, Vincent Crouzet a œuvré au profit de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Écrivain de romans d'espionnage¹, il puise dans ses expériences à travers le monde un précieux matériau pour ses ouvrages. Rencontre.

— Vous avez travaillé 24 ans au profit de la DGSE. Quelles étaient vos missions ?

Vincent Crouzet :

Je participais au travail d'une unité qui s'est d'abord appelée le service clandestin et qui n'existait pas dans l'organigramme de la DGSE. C'était un service fantôme et s'occupait de soutenir, dans le monde, les mouvements rebelles que nous épaulions clandestinement et de recueillir le renseignement sur des zones de crise.

Il est devenu par la suite ce qu'on a appelé le service mission auprès de la Direction des opérations.

À l'époque, le service était divisé en deux grandes directions : la Direction du renseignement et celle des opérations. Celle des opérations avait le service action sous son autorité. Et ce service action, à l'époque, opérait énormément en Afghanistan et en Angola – auprès du commandant Massoud, auprès des mouvements rebelles...

¹ La collection Service Action aux éditions Robert Laffont et Pocket.

— **Comment en êtes-vous venu à l'écriture sur ces sujets ?**

En 2002, nous avons « perdu » notre chef historique [Il a quitté le service, *ndlr*]. Donc, j'ai demandé la permission de prendre du recul et d'écrire des romans d'espionnage. Par la suite, ils se sont aperçus que j'avais une telle connaissance des réseaux que je devais continuer à travailler avec le service. Ainsi, j'ai utilisé cette couverture d'écrivain pour continuer à voyager. Par ailleurs, j'ai toujours écrit, dès mon adolescence. J'avais une facilité d'écriture. Et j'ai rédigé des centaines de notes pour le service.

— **Vos romans collent beaucoup à l'actualité. Comment organisez-vous concrètement votre travail d'écriture ?**

D'abord, j'essaie évidemment d'éviter toute faute de sécurité vis-à-vis du service. Je fais « fuiter » le manuscrit un peu à l'avance. Si je n'ai pas de feu rouge, c'est très bien. Je n'en ai jamais eu pour l'instant, mais je suis extrêmement prudent dans mon écriture. Ensuite, je continue à voyager, à rester au contact de la réalité du monde pour nourrir mes intrigues. Enfin, j'aime écrire la petite histoire dans la grande, en faisant rentrer la saga de mes personnages dans la conjoncture réelle. Je trouve que c'est une vraie liberté d'écrivain de pouvoir glisser des personnages fictifs dans la vraie histoire. En tant qu'écrivain, je suis le chef d'orchestre. Je suis

comme le directeur général de la sécurité extérieure : je monte mes opérations. L'écriture répond aussi à une frustration actuelle, celle de ne plus être projeté pour le service sur le terrain. Je continue à œuvrer à travers mes personnages.

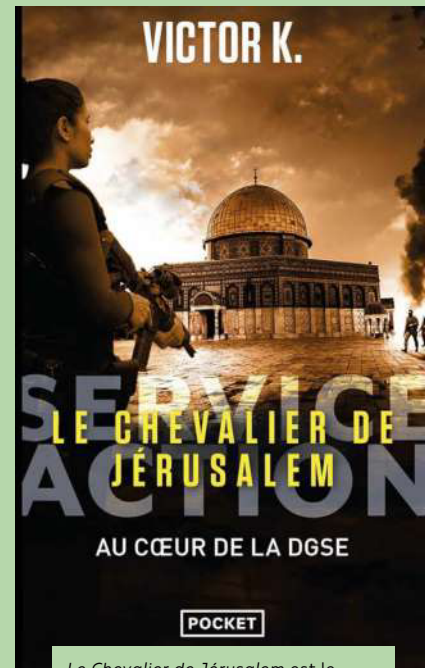
— **Pourquoi avoir pris un pseudonyme, Victor K., si vous n'êtes plus à la DGSE ?**

Comme je l'ai dit, j'ai un devoir de discrétion qui m'oblige à éviter les fautes de sécurité. En effet, je peux très bien écrire et imaginer une opération qui serait vraiment en cours... ! Ça, c'est ma grande crainte. Le pseudo est essentiellement là pour créer une nouvelle identification qui colle à la collection, non pas pour des motifs de sécurité. Il ne vise pas à me dissimuler.

— **Votre prochain livre, *Le Jour J où je suis devenu espion*, sortira en janvier 2026 aux Éditions de l'Observatoire. Pouvez-vous le résumer brièvement pour nous ?**

Je vais inaugurer une nouvelle collection aux Éditions de l'Observatoire. Je vais essayer de raconter avec mes tripes la chance que j'ai eue en étant recruté, jeune homme, par le service clandestin. C'est un métier sur lequel on fantasme beaucoup. Me concernant, j'ai la volonté de créer des vocations en restant pleinement lucide. ■

◇ Recueilli par **Ella Micheletti-Huertas**



Le Chevalier de Jérusalem est le dernier ouvrage de Vincent Crouzet, publié aux éditions Pocket.

- **1964** : naissance à Lyon
- **années 1990** : entrée à la DGSE
- **2022** : *Sauvez Zelensky !*
- **2023** : *Louve Alpha*
- **2024** : *Le Chevalier de Jérusalem*
- **2026** : *Le Jour J où je suis devenu espion*

Culture

À LIRE

Le sens du commandement

par le général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre

(Éditions du Cerf, 2025, 160 pages, 16,90 euros)

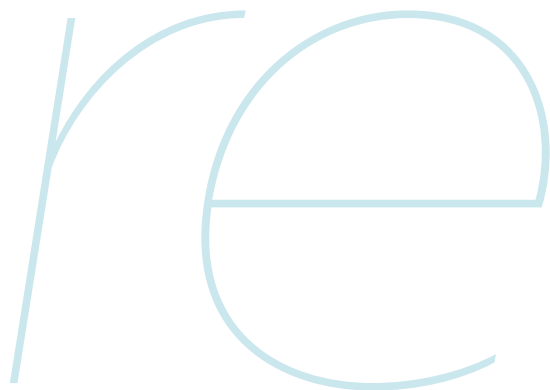


1628. Siège de La Rochelle. Le baron de Charnacé reçoit l'ordre de prendre la ville. Face à ses interrogations, le cardinal de Richelieu lui lance : « *Peu m'importe comment vous attaquez. Ce qui compte, c'est que la ville tombe. Vous en répondez. Si le Roi vous donne cet ordre, c'est qu'il vous en juge digne. Peu m'importe que vous attaquiez d'un côté ou d'un autre ; ce qui importe c'est que la ville soit prise. Vous en répondez sur votre tête.* »

Le chef fixe l'objectif, le subordonné choisit la méthode. La discipline reste de mise, mais l'initiative est reine. Cette citation illustre le cœur de la réflexion de l'auteur, qui est l'intention du commandement.

Loin de n'être qu'une simple théorie militaire, elle est un outil pour les chefs militaires et civils en temps de guerre comme de paix. Cette méthode se caractérise par une délégation de l'initiative, la primauté de la finalité sur les modalités et un engagement actif des subordonnés.

Enjeu : responsabiliser le subordonné en favorisant le dialogue de commandement, pour susciter sa créativité dans le respect des ordres donnés. Le commandement par intention se présente donc comme une approche adaptée au contexte opérationnel actuel exigeant flexibilité et réactivité.



À LIRE

Haute sensibilité, les armées au cœur des Jeux

par le général Christophe Abad

(Éditions Débats publics, 2025, 160 pages, 20 euros)



Les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris 2024 se sont traduits par la mobilisation exceptionnelle des armées en matière de durée de préparation, d'augmentation des effectifs et d'un spectre de missions plus étendu mobilisant des moyens spécialisés. Avions de chasse, drones, sonars, équipes cynotechniques et de lutte antidrone, plongeurs de combat du génie... Des profondeurs jusqu'au ciel, le dispositif a été éprouvé à de nombreuses reprises avant et après la cérémonie, pour rendre la zone hermétique

à toute intrusion ou tout acte malveillant, de jour comme de nuit.

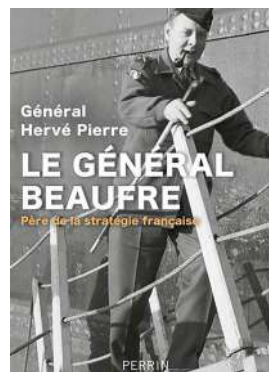
Gouverneur militaire de Paris durant la période, le général Christophe Abad propose une immersion dans les coulisses d'une opération « de haute sensibilité ». Il retrace les longs mois de planification et de préparation et en présentant les missions réalisées à l'été 2024. Il livre ses réflexions sur les clés de la réussite d'un événement au retentissement planétaire. Ces principes sont transposables à tous les projets et défis auxquels un dirigeant est confronté. Événement majeur, les JOP ont engagé la crédibilité de la France.

À LIRE

Le général Beaufre, père de la stratégie française

par le général Hervé Pierre

(Éditions Perrin, 2025, 400 pages, 27 euros)



André Beaufre n'a pas d'avenue à son nom, pas de film ou de série télévisée éponyme relatant ses aventures. Pourtant, il a traversé le siècle en première ligne : du Rif à l'Indochine, de l'Algérie à Suez, en passant par les sueurs froides de la guerre froide.

Dans cet essai, le général Hervé Pierre, docteur en science politique et fin connaisseur des enjeux de défense, ne se contente pas

d'esquisser un portrait. Il offre une véritable immersion dans la pensée du général Beaufre, toujours étonnamment actuelle. Au centre de sa vision : la « stratégie totale », cette façon de voir la guerre comme un vaste théâtre où se croisent diplomatie, économie, médias et opinions publiques. Une approche prémonitoire de la conflictualité hybride, diffuse et permanente que nous connaissons aujourd'hui. Théoricien de la dissuasion, mais aussi pionnier de l'« action indirecte », le général Beaufre pense la guerre comme un rapport de forces global, en temps de paix comme en temps de crise. Autant dire qu'à l'ère des opérations d'influence et de la guerre informationnelle, ses intuitions sont plus actuelles que jamais.

À VOIR

Légionnaires, missions de combat



De l'Afghanistan au Mali, en passant par la République centrafricaine, la série documentaire *Légionnaires, missions de combat* relate les opérations audacieuses et méconnues de la Légion étrangère, à travers des

témoignages exclusifs de soldats et des archives inédites.

Réalisés par Philippe Bodet, Pierre-François Glaymann et Frédéric Decossas, ces six épisodes sont à découvrir sur Canal+ Docs.

Dicod

Délégation à l'information
et à la communication de la défense
60, boulevard du Général Martial Valin
75509 Paris Cedex 15

Directrice de la publication

Olivia Penichou

Sous-directeur opérations

Colonel (Air et Espace) Éric Moyal

Directeur de la rédaction

Alexis Monchovet

Rédacteur en chef

Marc Fernandez

Rédaction

Laura Garrigou, Ella Micheletti-Huertas,
Kévin Savornin, capitaine Anne-Claire
Pérédo

Chef d'édition

Isabelle Thomasset

Ont participé à ce numéro :

Ahmed Issad, Yuri Maldavsky, Yvan Zeitoun

Secrétaire de rédaction

Isabelle Arnold

Photographes

Maréchal des logis Victor François,
Sergent-chef Christian Hamilcaro

Réseaux sociaux

Paul Bertranou, Anna Grizou, Louis Péault,
Alexandra Provôt, lieutenant Annabelle
Favery, Alice Gobaud

Webmestres

Christophe Franck

Chef de fabrication

Vincent Allibert

Contact rédaction

espritdefense@dicod.fr

**Direction artistique
et mise en page**

Mailys Barbotin, Cédric Boutet,
Antoine Lauras, Jean-Charles Mougeot,
Marie-Sarah Pouyau

Création originale

ANIMAL  PENSANT

Impression

Imprimerie de la Dila -
Direction de l'information légale
et administrative
26, rue de Desaix
75015 Paris

Numéro bouclé le 17 octobre 2025

**Dépôt légal**

À parution
ISSN 2800-2970 (papier)
ISSN 2967-7912 (en ligne)

Régie publicitaire (ECPAD)

Karim Belguedour (01 49 60 59 47)
regie-publicitaire@ecpad.fr

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Stéphane Lavoué
(photo d'ouverture principale),
MDL Victor François/Dicod/
Défense

P. 4 : MDL Victor François/
Dicod/Défense, SCH Christian
Hamilcaro/Dicod/Défense,
Stéphane Lavoué

P. 5 : Roger-Viollet

P. 6 : MDL Victor François/
Dicod/Défense

P. 8-9 : CAB CEMA/COM/
Défense

P. 10 : MDL Victor François/
Dicod/Défense

P. 15-23 : SCH Christian
Hamilcaro/Dicod/Défense

P. 24-25 : Stéphane Lavoué
(montage)

P. 26 : Alexandre Serpillo/armée
de Terre/Défense

P. 28 : ADC Jean-Luc Brunet/
armée de l'Air et l'Espace/
Défense

P. 29 : DRSD

P. 31 : DRM

P. 39 : DGSE

P. 41 : DRSD

P. 43 : ADC Jean-Luc Brunet/
armée de l'Air et de l'Espace/
Défense

P. 44 : Roger-Viollet

P. 46 : US National Archives/
Roger-Viollet

P. 49 : Yuri Maldavsky/Dicod/
Défense

P. 50 - 51 : Pierro

P. 54-60 : DR

P. 62 : Philippe Matsas, pour
Robert Laffont

P. 63-65 : DR



Retrouvez *Esprit défense* sur
www.defense.gouv.fr/esprit-defense



Retrouvez la chaîne WhatsApp du
ministère des Armées et des Anciens
combattants

**Suivez le ministère des Armées et des Anciens combattants
sur les réseaux sociaux :**



À l'initiative de



association



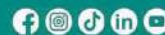
75
ANS
DE PRÉVOYANCE
MILITAIRE
ET D'ENTRAIDE

**ENGAGÉS POUR TOUS
CEUX QUI S'ENGAGENT**



L'association Tégo, avec ses partenaires assureurs ainsi que les acteurs institutionnels et associatifs, répond aux besoins spécifiques du métier de militaire et accompagne durablement ses adhérents qui font face à des difficultés.

L'association Tégo met à profit son expertise au service d'un accompagnement humain dédié aux membres de la Communauté Défense et Sécurité.



associationtego.fr

EMALS & AAG



UNE NOUVELLE ÈRE POUR
L'AÉRONAUTIQUE NAVALE



Plus d'informations sur www.ga.com/alre

©2025 GENERAL ATOMICS

 **GENERAL ATOMICS**
ELECTROMAGNETICS